

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

233 Boulevard Voltaire
75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

233 Boulevard Voltaire
75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Que Choisir Ensemble

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Que Choisir Ensemble relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant la première application des règlements comptables ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 décrit dans la partie « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 5 mai 2026

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 *Jean-Yves Guyard*

Jean-Yves GUYARD

Présentation des comptes annuels 2025

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025


QUE CHOISIR ENSEMBLE


233 Bd de Voltaire
75011 PARIS
01 44 93 19 76
sflagel@quechoisir.org

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<u>BILAN</u>	
Bilan au 31 Décembre : ACTIF	4
Bilan au 31 Décembre : PASSIF	5
<u>COMPTE DE RÉSULTAT</u>	
Compte de résultat	7
<u>ANNEXE</u>	
GENERALITES	10
DEFINITION DES MISSIONS SOCIALES ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	10
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	12
<u>NOTES SUR LES POSTES DU BILAN</u>	
Immobilisations	16
Amortissements	17
Provisions	18
Etat des échéances des créances et des dettes	19
Charges à payer	20
Produits à recevoir	21
Réserve pour projet de l'entité	22
Charges constatées d'avance	23
Etat des dettes sociales	24
Produits constatés d'avance	25
Variation des fonds propres	26
<u>ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS</u>	
Engagements financiers	27
Honoraires du commissaire aux comptes	27
Fiscalité	27
Rémunération des Cadres dirigeants bénévoles et salariés	27
Chiffre d'affaires presse	28
Subvention	28
Effectifs	29
Tableau des filiales et participations	30
Historique des fonds propres et résultats	31

Bilan

 ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	85 661	85 661		3 391
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	374 515		374 515	374 515
Constructions	4 429 785	3 966 716	463 069	557 707
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 504	1 504		
Autres immobilisations corporelles	2 674 536	2 381 211	293 325	280 313
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	32 474		32 474	8 119
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières :				
Participations	597 229	72 400	524 829	524 829
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	551 018		551 018	536 498
Autres immobilisations financières	23 828		23 828	23 176
Total II	8 770 551	6 507 493	2 263 058	2 308 548
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	35 370	9 654	25 715	6 379
Créances :				
Créances clients, <i>usagers</i> et comptes rattachés	2 253 273	265 231	1 988 043	1 991 588
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
<i>Autres créances</i>	974 563	33 537	941 026	1 195 032
Charges constatées d'avance	1 629 231		1 629 231	1 708 408
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	34 344 125	152 147	34 191 978	31 258 688
Disponibilités	6 128 308		6 128 308	9 250 735
Total III	45 364 870	460 569	44 904 301	45 410 831
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	54 135 421	6 968 062	47 167 360	47 719 379

 QUE CHOISIR ENSEMBLE	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *			
Fonds propres sans droit de reprise :			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires		3 471 038	3 471 038
Fonds propres avec droit de reprise :			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves :			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		1 042 214	1 228 121
Autres		2 100 000	2 100 000
Report à nouveau		17 890 624	16 000 107
Excédent ou déficit de l'exercice		518 165	1 704 610
Situation nette (sous total)			
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		25 022 041	24 503 876
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
Total II			
PROVISIONS			
Provisions pour risques		380 000	452 000
Provisions pour charges		1 210 749	1 315 520
Total III		1 590 749	1 767 520
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses		9 827	8 098
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 535 716	3 137 893
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		2 210 462	2 656 621
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		573 969	541 587
Produits constatés d'avance		15 224 595	15 103 785
Total IV		20 554 570	21 447 983
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		47 167 360	47 719 379

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Exercice N

Exercice N-1

PRODUITS D'EXPLOITATION

<i>Cotisations</i>	630 776	674 447
<i>Ventes de biens et services</i>		
<i>Ventes de biens</i>	31 737 327	31 576 320
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	343 840	377 082
<i>dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	459 741	621 803
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	616 836	296 815
<i>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</i>		
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>		
<i>Autres produits</i>	635 467	31 557

Total I

34 423 987

33 578 025

CHARGES D'EXPLOITATION

<i>Achats de marchandises</i>		
<i>Variation de stock</i>		
<i>Autres achats et charges externes</i>	21 138 500	20 981 777
<i>Aides financières</i>	223 904	63 289
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	411 710	389 593
<i>Salaires</i>	8 600 767	8 207 523
<i>Cotisations sociales</i>	3 673 830	3 250 526
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	210 990	252 427
<i>Dotations aux provisions</i>	451 422	501 447
<i>Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</i>		
<i>Reports en fonds dédiés</i>		
<i>Autres charges</i>	94 060	214 805

Total II

34 805 183

33 861 385

1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)

-381 196

-283 361

COMPTE DE RESULTAT SUITE

Exercice N

Exercice N-1

PRODUITS FINANCIERS :

De participation

D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé

Autres intérêts et produits assimilés

Reprises sur dépréciations et provisions

Différences positives de change

Produits des immobilisations financières cédées

Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie

765 289

819 881

2 410

1 661

385 803

540 156

Total III

1 153 502

1 361 698

CHARGES FINANCIERES :

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions

Intérêts et charges assimilées

Différences négatives de change

Valeurs comptables des immobilisations financières cédées

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie

152 147

385 803

Total IV

152 147

385 803

2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)

1 001 355

975 895

3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)

620 159

692 534

PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)

1 372 535

CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)

260 843

4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)

1 111 692

Participation des salariés aux résultats (VII)

Impôts sur les bénéfices (VIII)

101 994

99 616

Total des produits (I + III + V)

35 577 489

36 312 257

Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)

35 059 324

34 607 647

EXCEDENT OU DEFICIT

518 165

1 704 610

Annexe

GÉNÉRALITÉS

Article 431-2 – Règlement comptable ANC 2018-06

1- Présentation de l'association

Que Choisir Ensemble (anciennement UFC Que Choisir) agit dans l'intérêt des consommateurs et usagers, ainsi que de leurs regroupements, et promeut une consommation soucieuse des enjeux sociétaux, sanitaires et environnementaux, dans le respect des principes de responsabilité, de transparence et de solidarité. Elle inscrit ses actions, son expertise et sa communication dans ce cadre. Elle œuvre pour faire respecter le droit positif par les professionnels et les pouvoirs publics, et le faire évoluer dans un sens conforme à cet intérêt et à ces principes.

Elle est indépendante de tout pouvoir, de tout groupe de pression, de tout opérateur faisant le commerce de biens ou de services. Ses partenariats sont justifiés par le seul intérêt des consommateurs et des usagers.

En tant qu'organisation non gouvernementale, seule ou avec des partenaires partageant ses objectifs, elle contribue au développement d'une politique européenne et d'une politique internationale de la consommation.

Son action s'exerce dans tous les domaines où des décisions, notamment d'acteurs économiques ou politiques, sont susceptibles de porter atteinte à l'intérêt des consommateurs et usagers, ainsi que de contrevenir aux valeurs qui sont les siennes.

Au-delà du champ défini par le code de la consommation, elle intervient notamment dans les domaines de l'environnement, des libertés numériques, du logement, de la santé, des services publics, des transports, et chaque fois que son action peut permettre d'atteindre les objectifs définis dans le premier alinéa.

2- Définition des missions sociales et faits caractéristiques de l'exercice

Les missions sociales de Que Choisir Ensemble sont les suivantes :

- Accompagne, forme et regroupe les consommateurs et usagers dans la défense de leurs droits et de leurs intérêts, tant individuels que collectifs. Elle promeut auprès d'eux une consommation responsable. Elle les mobilise dans le cadre d'actions militantes. Elle les représente auprès des pouvoirs publics et des représentants d'intérêts économiques.
- Porte à la connaissance du public par tous moyens ses expertises et analyses, ses prises de position et ses combats.
- Fédère l'action des associations locales membres et peut leur apporter son soutien, en particulier technique, juridique et financier.
- Agit, notamment en justice, pour défendre les intérêts collectifs et individuels, matériels et moraux des personnes concernées par son champ de compétence, ainsi que ses intérêts propres et ceux de ses membres, et pour garantir le respect de ses valeurs par les professionnels et les pouvoirs publics.

- Fournit des biens et des services, en particulier par le biais de ses publications, destinés à informer les consommateurs et usagers ou à leur apporter une aide dans la défense de leurs intérêts
- Et plus généralement engage toutes les actions permettant la réalisation de son objet.

Faits caractéristiques de l'exercice :

L'exercice a été marqué par l'Assemblée Générale extraordinaire qui a adopté les nouveaux statuts qui comportent deux éléments marquants :

- L'ouverture de la gouvernance avec l'entrée des abonnés au Conseil d'Administration
- Le changement de raison sociale à partir du 1^{er} janvier 2026. A cette date *l'UFC Que choisir* devient *Que choisir ensemble*.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Code du Commerce - Articles 9 et 11
Décret n° 83-1023 du 29 Novembre 1983
Articles 7, 21, 24 début. 24-1, 24-2 et 24-3
Règlement ANC 2022-03 règlement ANC 2022-06
Règlement ANC 2022-03 et règlement ANC 2022-06

Conformément à l'article L612-1 du code de commerce Que Choisir Ensemble est tenu d'établir des comptes annuels comprenant, un bilan, un compte de résultat, une annexe et un rapport de gestion et d'en assurer la publication. L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, sous réserve des impacts résultant de la première application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 décrits ci-dessous.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les modèles du bilan et du compte de résultat ont été ajustés aux modèles issus du règlement ANC 2018-06.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Application du règlement ANC n°2022-06 et n° 2023-03

À compter de l'exercice 2025, l'association applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2022-06 relatif aux comptes annuels des associations et fondations. Ce règlement modifie certaines règles de présentation et d'évaluation, notamment la définition des charges et produits exceptionnels.

Le principal impact pour l'association concerne les dommages et intérêts perçus, qui étaient auparavant comptabilisés en résultat exceptionnel et sont désormais enregistrés en autres produits d'exploitation conformément aux nouvelles dispositions.

Ce changement constitue une modification de méthode comptable au sens de l'article 122-3 du Plan Comptable Général.

Le tableau ci-dessous présente les principaux impacts de la nouvelle norme sur les comptes 2024.

	Comptes 2024 publiés	Comptes 2024 avec application de la norme 2022-06	Commentaires
Total des produits d'exploitation	33 578 025	34 950 560	Reclassement des dommages et intérêts perçus : 1 302 535€ Reclassement des reprises de provisions sur risques procès: 70 000€
Total des charges d'exploitation	33 861 385	34 122 228	Reclassement des dotations aux provisions sur risques procès : 255 000€ Reclassement des charges exceptionnelles diverses: 5 843€
Résultat financier	975 895	975 895	
Produits exceptionnels	1 372 535		
Charges exceptionnelles	260 843		
Impôts sur les organismes sans but lucratif	99 616	99 616	
Résultat net	1 704 611	1 704 611	

L'application de cette norme en 2025 conduit à comptabiliser en produits d'exploitation des reprises de provisions pour risques qui avaient été dotées en résultat exceptionnel les années précédentes pour un montant de 170 000€.

LES PRINCIPALES MÉTHODES UTILISÉES SONT LES SUIVANTES :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Frais d'établissement 3 ans
- Frais d'étude informatique 1 an
- Constructions 15 à 25 ans
- Agencements et aménagements 5 à 10 ans
- Mobilier matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans
- Matériel d'exploitation 5 à 10 ans
- Matériel de transport 3 à 4 ans

Les actifs corporels en particulier immobiliers sont amortis par composant :

- Gros œuvre 60 % 25 ans
- Façades, étanchéité 10 % 20 ans
- Installations générales techniques 15% 15ans
- Agencements 15% 10 ans

b) Participation, titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute une dépréciation est constituée du montant de la différence.

S'agissant de la SCI LocAl la valeur du patrimoine immobilier de la SCI étant très supérieure à la valeur des titres aucune dépréciation n'est pratiquée.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen unitaire pondéré. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

e) Placements

Les Sicav sont calculées au coût moyen unitaire pondéré.

Les intérêts courus non échus correspondant aux placements en cours ont été portés en produits financiers.

Si la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure à la valeur historique une dépréciation est comptabilisée.

f) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont pour l'essentiel constituées :

- des coûts externes de création et de fabrication du mailing de recrutement d'abonnés de janvier de l'année postérieure à la clôture,
- des coûts externes de création et de production des publications postérieures à la clôture. Ces coûts incluent les tests publiés postérieurement à la clôture (*voir paragraphe h*).

g) Provisions pour risques et charges

La provision pour risques de 380 000 € correspond aux contentieux et procès en défense en cours de procédure ainsi qu'à un risque de litige social. Les provisions sont inscrites jusqu'à l'issue de la procédure.

La provision pour charges est constituée de la provision pour indemnités de départ en retraite pour un montant de 1 210 749 € calculée selon les principes suivants :

Méthode utilisée dite « ancienneté actuelle et salaire de fin de carrière » avec les caractéristiques suivantes :

- Table de mortalité : TGH 05/ TGF 05
- Taux d'actualisation : 3,72 %
- Profil de carrière inflation incluse : 2%

- Age de départ en retraite : Cadres 64 ans, journalistes 64 ans, employés 64 ans

L'impact d'une variation de 0,5% du taux d'actualisation est de 51 K€.

Table des conventions de la Presse : indemnité retraite conventionnelle

- Modalité de départ en retraite : départ volontaire
- Taux de charges sociales 41 %

h) Chiffre d'affaires éditorial

Conformément aux usages de la presse le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de la date « faciale », c'est-à-dire la date mentionnée sur la couverture du magazine même si le magazine a été écrit, imprimé et mis en vente antérieurement à cette date. La parution datée « janvier N » est comptabilisée l'année N, les coûts afférents à cette production sont comptabilisés en charges constatées d'avance l'année N-1.

i) Comptabilisation des cotisations

Chaque association locale reverse une part de la cotisation de ses adhérents appelée « part fédérale ». L'outil fédéral « Gestal » permet de déclarer l'adhérent et la part fédérale correspondante. Lorsque l'association locale verse la part fédérale (par virement ou par chèque) elle joint un document de « déclaration de paiement des parts fédérales », le service comptable valide ensuite dans Gestal le paiement. Il n'y a pas d'appel à cotisation par l'UFC Que Choisir, les cotisations sont comptabilisées à l'encaissement.

j) Prestations de Que Choisir Ensemble au profit du Fonds de Dotation non facturées.

Nature des prestations

Que Choisir Ensemble a mis bénévolement à disposition du Fonds de dotation de Que Choisir Ensemble les équipes nécessaires à la réalisation des missions. Le détail est le suivant.

MAIETTES PEDAGOGIQUES	7 761
QUEL PRODUIT	50 488
PROJET OUTIL NUMERIQUE RECLAMATION	66 499
CAMPAGNE INTERET GENERAL	2 648
CAMPAGNE DONS	4 567
TOTAL	131 963

Quantification et méthode de valorisation

Chaque collaborateur de l'UFC Que Choisir a recensé les heures consacrées à la réalisation des missions du Fonds de Dotation sous la forme de feuilles de temps. Ces feuilles de temps recensent le service, le nom du collaborateur, la mission concernée, la date et la nature du travail réalisé.

La valorisation correspond au coût horaire du collaborateur multiplié par le nombre d'heures consacrées à chaque mission.

k) Événements postérieurs à la clôture

Néant

Immobilisations

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	88 435		
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	88 435		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	374 515		
Constructions sur sol propre	4 429 785		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	1 504		
Installations générales, agencements et divers	1 918 020		59 512
Matériel de transport	10 796		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	931 385		66 461
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	8 119		24 356
TOTAL immobilisations corporelles :	7 674 123		150 328
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	597 229		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	559 674		32 299
TOTAL immobilisations financières :	1 156 903		32 299
TOTAL GÉNÉRAL	8 919 461		182 627

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement		2 774	85 661	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :		2 774	85 661	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			374 515	
Constructions sur sol propre			4 429 785	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			1 504	
Inst. générales, agencements et divers		47 847	1 929 684	
Matériel de transport			10 796	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		263 790	734 057	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			32 474	
TOTAL immobilisations corporelles :		311 637	7 512 814	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			597 229	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		17 127	574 846	
TOTAL immobilisations financières :		17 127	1 172 075	
TOTAL GÉNÉRAL		331 537	8 770 551	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS (Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - Article 24-4°)

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	85 044	3 391	2 774	85 661
TOTAL immobilisations incorporelles :	85 044	3 391	2 774	85 661
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	3 872 078	94 638		3 966 716
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	1 504			1 504
Inst. générales, agencements et divers	1 673 329	75 030	47 847	1 700 511
Matériel de transport	10 796			10 796
Mat. de bureau, informatique et mobil.	895 763	37 931	263 790	669 905
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	6 453 469	207 599	311 637	6 349 431
TOTAL GÉNÉRAL	6 538 513	210 990	314 411	6 435 093

Provisions Inscrites au Bilan

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du

01/01/25

au

31/12/25

Edition du

23/03/26

Devise d'édition

EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Dotation exploitation	Dotation financière	Dotation exceptionnelle	Reprise exploitation	Reprise financière	Reprise exceptionnelle	Montant fin exercice
Autres provisions réglementées								
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES								
Provisions pour litiges	302 000				63 000			300 000
Prov. pour pensions	1 315 520				104 771			1 210 749
Autres prov. pour risques et charges	150 000		80 000		150 000			80 000
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 767 520	143 000			319 771			1 590 749
Prov. sur immobilisations incorporelles								
Prov. sur immobilisations corporelles								
Prov. sur immo. titres de participation	72 400							72 400
Prov. sur immo. prêts								
Prov. sur autres immo. financières	6 950				6 950			9 654
Provisions sur stocks et en cours	263 579		9 654		263 579			265 231
Provisions sur comptes clients	26 535		265 231		26 535			33 537
Autres provisions pour dépréciation				152 147		385 803		152 147
Provisions dépréciation VMP	385 803		33 537					
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	755 268	308 422	152 147		297 064	385 803		532 969
TOTAL GÉNÉRAL	2 522 788	451 422	152 147		616 835	385 803		2 123 718

État des Échéances des Créances et Dettes

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	551 018	18 387	532 631
Autres immobilisations financières	23 828		23 828
TOTAL de l'actif immobilisé :	574 846	18 387	556 459
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	34 603	34 603	
Autres créances clients	2 218 670	2 218 670	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	12 712	12 712	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	530	530	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	397 917	397 917	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	349 319	349 319	
Débiteurs divers	214 086	214 086	
TOTAL de l'actif circulant :	3 227 837	3 227 837	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 629 231	1 629 231	

TOTAL GÉNÉRAL	5 431 914	4 875 455	556 459
----------------------	------------------	------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 535 716	2 535 716		
Personnel et comptes rattachés	805 425	805 425		
Sécurité sociale et autres organismes	1 156 116	1 156 116		
Impôts sur les bénéfices	3 648	3 648		
Taxe sur la valeur ajoutée	38 994	38 994		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	206 279	206 279		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	9 827	9 827		
Autres dettes	573 969	573 969		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	15 224 595	15 224 595		

TOTAL GÉNÉRAL	20 554 570	20 554 570		
----------------------	-------------------	-------------------	--	--

Charges à Payer

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	328 962
Dettes fiscales et sociales	1 159 149
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	356 387
TOTAL	1 844 498

Produits à Recevoir

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	2 751
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	121 978
Autres créances	17 419
Valeurs Mobilières de Placement	248 218
Disponibilités	
TOTAL	390 365

Historique de la réserve pour projets de l'entité

<i>DEPENSES TTC</i>	<i>Traitement des litiges en ligne</i>	<i>Structuration Régionale</i>	<i>Projets structurants (dont changement de nom et gouvernance)</i>	<i>Offre de convergence</i>	<i>Total des dépenses</i>
Affectation des résultats 2007					1 500 000,00
Utilisation 2009	-2 800,79	-7 616,21		0,00	-10 417,00
Utilisation 2010	-51 590,24	-135 404,11	-4 632,71	0,00	-191 627,06
Utilisation 2011	-66 214,37	-122 026,24	-17 109,27	0,00	-205 349,88
Utilisation 2012		-87 895,59	-4 802,41	0,00	-92 698,00
Utilisation 2013		0,00	0,00	-51 677,12	-51 677,12
Utilisation 2014		-6 490,07	0,00	-12 425,00	-18 915,07
Utilisation 2015		-10 426,19	-16 974,00	-2 563,34	-29 963,53
Utilisation 2016	-13 658,64	0,00	-8 400,00		-22 058,64
Utilisation 2017	-19 883,76	-1 368,00	-3 960,00		-25 211,76
Utilisation 2018	-495,00	-33 302,45	-141 955,01		-175 752,46
Utilisation 2019		-23 099,27	-125 552,61		-148 651,88
Utilisation 2020		0,00	-40 734,87		-40 734,87
Affectation des résultats 2020					1 000 000,00
Utilisation 2021			-25 860,00		-25 860,00
Utilisation 2022			-60 180,00		-60 180,00
Utilisation 2023		-163 875,52	-8 906,25		-172 781,77
Utilisation 2024		-128 365,87	-57 540,69		-185 906,56
<i>Sous-total</i>					1 042 214,40
Utilisation 2025		-7 758,61	-50 368,44		-58 127,05
Total des dépenses	-154 642,80	-727 628,13	-566 976,26	-66 665,46	-1 515 912,65
Solde de la réserve au 31 décembre après affectation du résultat					984 087,35

ACTIF

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - Article 24-7°)

Désignation	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
CHARGES D'EXPLOITATION	1 629 231,44	1 629 231,44	0,00
<u>Charges constatées d'avance :</u>	<u>1 421 836,56</u>	<u>1 421 836,56</u>	
- Assurances 2026	33 848,05	33 848,05	
- Divers	252 780,01	252 780,01	
- Location / maintenance 2026	32 033,49	32 033,49	
- Mailing janvier 2026	562 055,52	562 055,52	
- Publications datées 2026	541 119,49	541 119,49	
Tests pour parutions année 2026	207 394,88	207 394,88	
CHARGES FINANCIÈRES	0,00	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	1 629 231,44	1 629 231,44	0,00

PASSIF

DETTES SOCIALES

Désignation	Montant
Personnel : charges à payer	805 424,67
- Rémunérations dues	275,76
- Provision congés payés	165 631,00
- Intéressement, primes et droits d'auteur à payer	495 099,91
- Provision salaire d'été	144 418,00
Organismes sociaux	932 275,46
- URSSAF	622 284,16
- RETRAITE MALAKOFF	204 416,14
- AUDIENS	201,18
- IJSS	1 044,36
- Mutuelle et prévoyance	104 329,62
Charges sociales à payer	223 841,00
- Charges sociales / congés payés	74 534,00
- Charges sociales / provision primes d'été	84 320,00
- Autres charges sociales à payer	64 987,00
TOTAL GENERAL	1 961 541.13

PASSIF

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - Article 24-7)

Désignation	Montant HT
PRODUITS D'EXPLOITATION	15 224 594,66
- Dette abonnés HT	13 197 087,78
- Dette OC 653	1 181 664,39
- Dette QCA '81	594 183,48
- Dette Santé 211	134 301,15
- MLP OC 653	77 944,89
- MLP QCA '81	39 412,97
- Autres produits perçus d'avance	0,00
Encaissements courriers	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	15 224 594,66

Titre	Dernier n° servi au	Dernier n° servi au	Nombre de numéros servis	Au 31/12/2024			Au 31/12/2025		
	31/12/2024	31/12/2025		Dette abonnés payée	Dette abonnés facturée	Total	Dette abonnés payée	Dette abonnés facturée	Total
"QUE CHOISIR"	641	652	11	4 902 481,27	1 120 834,13	6 063 315,40	5 096 055,66	237 662,54	6 033 718,20
"QUE CHOISIR EN LIGNE"				4 351 634,21	1 693,47	4 353 317,68	4 584 529,55	1 662,26	4 586 191,81
"QC ARGENT"	176	180	4	872 786,85	271 173,00	1 243 959,85	954 772,44	268 323,95	1 223 096,40
"SPECIAL"	142	146	4	386 695,76	139 045,05	525 740,81	415 014,41	134 809,72	549 824,13
"Santé"	199	210	11	785 362,86	7 791,85	793 154,81	800 113,62	4 143,62	804 257,24
TOTAL GÉNÉRAL				11 458 960,95	1 540 527,60	12 999 488,55	11 850 485,68	1 346 602,10	13 197 087,78

Variation globale de la dette abonnés

197 599,23

Dont dette à plus d'un an HT

Titre	Dernier n° servi au 31/12/26	Dette à plus d'un an
"QUE CHOISIR"	663	328 433,20
"QC ARGENT"	184	65 661,64
"SPECIAL"	150	33 257,23
"Santé"	221	99,94
TOTAL A PLUS D'UN AN		427 452,01

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	3 471 038				3 471 038
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	3 328 121	(185 907)			3 142 214
Report à nouveau	16 000 107	1 890 516			17 890 624
Excédent ou déficit de l'exercice	1 704 610	(1 704 610)	518 165		518 165
Situation nette	24 503 876		518 165		25 022 041
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	24 503 876		518 165		25 022 041

ENGAGEMENTS FINANCIERS :

- Une convention de prêt réciproque a été signé entre Que Choisir Ensemble (anciennement UFC Que Choisir) et la SCI LocAl
- Une convention de prêt réciproque a été signée entre Que Choisir Ensemble et la SAS Que Choisir.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

En 2025 les honoraires du commissaire aux comptes se sont montés à 44 360 € HT.

FISCALITÉ

Que Choisir Ensemble, Association Loi 1901, n'est pas soumise à l'Impôt sur les sociétés à l'exception des facturations à sa filiale SAS Que Choisir qui sont isolées dans un secteur fiscalisé soumis à l'impôt sur les sociétés.

Les produits financiers issus des placements de trésorerie de l'Association sont soumis à l'impôt sur les sociétés à taux réduit des personnes morales agissant sans but lucratif.

Les produits et charges relevant de la vente des magazines entrent dans le champ d'application de la TVA.

L'Association est normalement assujettie aux impôts locaux à raison des locaux qu'elle loue ou possède.

RÉMUNÉRATION DES CADRES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES ET SALARIÉS

En application de l'article 261-7-1° d du CGI

Par décision de CA du 15/02/2025 :

Rémunération annuelle de la Présidente : 48 553 €

Dont avantages en nature de la Présidente : 2 357 €

En application de l'article 20 de la Loi 2006-586

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants :

Président, Directeur Général et Rédacteur en chef : 346 566 €

CHIFFRE D'AFFAIRES

L'essentiel du chiffre d'affaires est constitué des ventes au numéro et par abonnement, print ou web de nos publications.

Il est entièrement réalisé en France.

Libellé	N	N-1
Abonnements	30 100 574	29 681 429
Ventes en kiosque	1 504 191	1 739 654
Autres ventes au numéro	46 664	48 269
Variation de stocks	2 704	843
Ventes de matériels testés	60 035	82 407
Divers	23 158	23 718
TOTAL	31 737 327	31 576 320

SUBVENTIONS

Les associations de consommateurs bénéficient de subventions accordées par la DGCCRF.

La subvention est accordée pour la Fédération et les associations locales.

En 2025 La subvention totale est de 421 610

Soit pour la Fédération 117 075

Part reversée aux associations locales - 304 535

(incluse dans les autres achats et charges externes)

Fonds National de la Vie Associative 35 000

Projet européen TCO consacré au coût de détention des véhicules 3 131

EFFECTIFS

Moyenne cumulée

Type de contrat	CDD	CDI	PIGISTES	Total général
ETP 01-2025	0,00	130,77	4,38	136,79
ETP 02-2025	0,77	130,79	4,44	132,61
ETP 03-2025	1,00	131,10	7,41	132,70
ETP 04-2025	2,00	130,26	5,38	130,32
ETP 05-2025	2,00	129,89	4,77	132,87
ETP 06-2025	2,19	129,38	2,40	130,64
ETP 07-2025	2,18	127,75	2,88	128,32
ETP 08-2025	2,00	127,48	5,20	125,28
ETP 09-2025	1,76	124,58	4,10	127,40
ETP 10-2025	2,05	121,97	3,56	129,69
ETP 11-2025	1,55	121,80	7,69	132,03
ETP 12-2025	2,00	122,89	3,20	135,44
MOYENNE ETP	1,63	127,39	4,62	131,17

	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019
Effectif CDI <i>inscrits</i> au 31/12*	123	130	133	133	129	140	132
Equivalents temps plein annuel	127,39	126,68	128,22	129,58	133,58	129,12	125,95
Evolution	0,6%	-1,2%	-1,0%	-3,0%	3,5%	2,5%	0,8%

* Y compris personnel détaché auprès de SAS Que Choisir

Liste des Filiales et Participations

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 23/03/26
Devise d'édition EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta° résultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)										
SAS Qué Choisir	400 000	3 738 938	90	364 000	364 000			2 974 900	1 392 511	
SCI Local	100 000	(636 851)	99	99 999	99 999	863 284		78 699	122 885	
2. participations (10 à 50% du capital détenu)										
ICRT	536 531	622 143	11,4	60 000	60 000			10 399 411	57 285	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT°										
1. filiales non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										
2. participations non reprises en A:										
- françaises										
MLP				73 200	800					
Parts A de banque				30	30					
- étrangères										

PASSIF

HISTORIQUE DES FONDS PROPRES

	Résultat de l'exercice	Fonds propres après affectation
31 DÉCEMBRE 1982	85 062	-815 211
31 DÉCEMBRE 1983	-459 444	-1 274 655
31 DÉCEMBRE 1984	84 419	-1 190 236
31 DÉCEMBRE 1985	-477 046	-1 667 283
31 DÉCEMBRE 1986	732 610	-934 673
31 DÉCEMBRE 1987	-576 549	-1 511 222
31 DÉCEMBRE 1988	356 779	-1 154 442
31 DÉCEMBRE 1989	467 830	-686 612
31 DÉCEMBRE 1990	241 794	-444 818
31 DÉCEMBRE 1991	-1 484 559	-1 929 377
31 DÉCEMBRE 1992	152 633	-1 776 743
31 DÉCEMBRE 1993	-864 056	-2 640 800
31 DÉCEMBRE 1994	575 286	-2 065 514
31 DÉCEMBRE 1995	461 680	-1 603 834
31 DÉCEMBRE 1996	780 043	-823 791
31 DÉCEMBRE 1997	454 170	-369 621
31 DÉCEMBRE 1998	851 495	481 874
31 DÉCEMBRE 1999	883 455	1 365 329
31 DÉCEMBRE 2000	635 110	2 000 438
31 DÉCEMBRE 2001	182 472	2 182 910
31 DÉCEMBRE 2002	530 906	2 713 816
31 DÉCEMBRE 2003	798 031	3 511 846
31 DÉCEMBRE 2004	279 648	3 791 494
31 DÉCEMBRE 2005	1 135 704	4 927 198
31 DÉCEMBRE 2006	584 905	5 512 103
31 DÉCEMBRE 2007	667 734	6 179 836
31 DÉCEMBRE 2008	781 733	6 961 569
31 DÉCEMBRE 2009	109 469	7 071 038
31 DÉCEMBRE 2010	-319 872	6 751 166
31 DÉCEMBRE 2011	-471 652	6 279 514
31 DÉCEMBRE 2012	187 862	6 467 377
31 DÉCEMBRE 2013	790 108	7 257 485
31 DÉCEMBRE 2014	806 982	8 064 467
31 DÉCEMBRE 2015	1 674 956	9 739 423
31 DÉCEMBRE 2016	876 426	10 615 849
31 DÉCEMBRE 2017	1 799 706	12 415 555
31 DÉCEMBRE 2018	1 743 225	14 158 780
31 DÉCEMBRE 2019	1 637 206	15 795 986
31 DÉCEMBRE 2020	2 911 180	18 707 166
31 DÉCEMBRE 2021	2 788 790	21 495 956
31 DÉCEMBRE 2022	304 505	21 800 460
31 DÉCEMBRE 2023	998 805	22 799 266
31 DÉCEMBRE 2024	1 704 610	24 503 876
31 DÉCEMBRE 2025	518 165	25 022 041

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

233, Boulevard Voltaire

75011 PARIS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

QUE CHOISIR ENSEMBLE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

233, Boulevard Voltaire

75011 PARIS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Que Choisir Ensemble,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

➤ Remboursement de frais aux administrateurs :

L'association Que Choisir Ensemble a remboursé aux administrateurs ou à leur représentant les frais qu'ils ont engagés pour participer aux réunions du conseil d'administration, du bureau, des commissions ou de l'assemblée générale.

Les administrateurs ont été remboursés selon les procédures et tarifs en vigueur au sein de l'association Que Choisir Ensemble, après contrôle de leur participation effective attestée par l'émargement d'une feuille de présence.

Le détail des frais de déplacements réglés aux administrateurs s'est élevé à :

	2025	2024
Participation aux Bureaux	21 845,76	15 175,71
Participation aux Conseils d'administration	53 652,26	72 411,01
Participation aux Assemblées Générales	1 679,41	1 973,90
Participation aux Commissions et autres déplacements	14 665,67	13 388,68
Participation aux réunions réserve projet de l'entité		
	91 843,10	102 949,30

➤ Rémunération de la Présidente :

Le conseil d'administration de l'association Que Choisir Ensemble a décidé, conformément aux statuts, d'indemniser un de ses administrateurs dans le cadre des dispositions de l'article 261-7-1^d du code général des impôts.

A ce titre, le conseil d'administration du 1^{er} juillet 2023 a voté l'indemnisation de Madame Marie-Amandine Stévenin pour sa fonction de Présidente à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le montant versé, avantage en nature compris, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, s'est élevé à 48 553 € brut.

➤ Conventions conclues avec la SAS Que Choisir :

Quatre conventions avec la filiale, SAS Que Choisir dont Madame Marie-Amandine Stévenin est Présidente, ont été appliquées en 2025 :

- Une convention de mise à disposition de locaux aménagés pour laquelle la facturation par l'association Que Choisir Ensemble s'est élevé à 9 672 € en 2025.
- Une convention de prestations de services administratifs et commerciaux pour laquelle la facturation par l'association Que Choisir Ensemble s'est élevé à 27 700 € en 2025.
- La convention du 1^{er} juillet 2009 de licence de marque consentie par l'association Que Choisir Ensemble a fait l'objet d'un avenant en date du 17 avril 2014, portant le taux de redevance à 5% du chiffre d'affaires hors taxes à compter du 1^{er} janvier 2014. Un deuxième avenant en date du 1^{er} septembre 2016 a fixé le taux de redevance à 3%. La facturation s'est élevée à 82 924,22 € en 2025.
- Une convention de prêt réciproque conclue en 2008 qui n'a pas été utilisée en 2025.

➤ Convention conclue avec la SCI LocAL :

Une convention de prêt réciproque a été signée en 2008 avec la SCI LocAL dont Madame Marie-Amandine Stévenin est la gérante. Les prêts sont consentis au taux maximum déductible des intérêts des comptes courants minoré de 3 points. La convention n'a pas donné lieu à rémunération du prêt consenti sur l'exercice 2025.

Au 31 décembre 2025, la SCI est emprunteuse auprès de l'association Que Choisir Ensemble de 863 284,22 €.

➤ Convention conclue avec l'Association Locale de Grenoble :

Une convention de prêt a été conclue avec l'Association Locale de Grenoble alors que Monsieur Michel Namy était, au moment de la conclusion de la convention, administrateur de l'association Que Choisir Ensemble et Président de l'Association locale. L'avance est consentie pour couvrir les besoins financiers de l'Association Locale dans l'attente de la vente de son local. Elle est d'un montant maximum de 105 000 € et remboursable soit globalement sans intérêts lors de la vente du local, soit, si au 30 juin 2023 la vente n'est pas réalisée, par 120 mensualités à compter du 1^{er} juillet 2023 qui porteront intérêt à un taux annuel effectif global (TAEG) fixe de 0,67%. L'avance consentie à l'Association Locale de Grenoble est de 45 000 €. Le local n'ayant pas été vendu au 30 juin 2023, elle a été remboursée à hauteur de 4 407,21 € en 2025, le solde au 31 décembre 2025 s'élevant à 34 399,55 €.

Paris-La Défense, le 5 mai 2026
Le commissaire aux comptes
Deloitte & Associés

 *Jean-Yves Guyard*

Jean-Yves GUYARD



QUE CHOISIR ENSEMBLE

EXERCICE 2025

RAPPORT DE GESTION



INTRODUCTION DE LA TRÉSORIÈRE

Une page se tourne pour notre Union Fédérale des Consommateurs **QUE CHOISIR** ! Voici le dernier rapport de gestion en son nom.

L'année 2025 a été marquée par des événements institutionnels qui ont impactés l'exercice budgétaire sans pour cela peser de manière significative sur l'équilibre budgétaire.

Le département des relations associatives a été scindé en deux services distincts, « le pôle statutaire » d'une part et le Département Animation et Mobilisation du Réseau, le « DAMR », d'autre part. Les détails budgétaires de ces 2 nouveaux pôles sont précisés dans le rapport de gestion (p. 11 et 13).

Quelques indicateurs pertinents à souligner :

Chiffre d'affaires PRESSE

Si nous analysons les 3 derniers exercices nous constatons que le chiffre d'affaires PRESSE reste stable, la progression régulière des abonnements en ligne (+ 7,55% entre 2023-2024 / + 8,42% entre 2024-2025) compensant la baisse des ventes papier (*abonnements et ventes au numéro*) (- 1,38% entre 2023-2024 / - 3,31% entre 2024-2025).

Le total des charges PRESSE reste également bien maîtrisé.

Produits PRESSE

	2025	2024	2023
TOTAL CA PRESSE	31 678 580 €	31 507 461€	31 065 262 €
<i>Dont CA abonnement ligne</i>	10 832 042 €	9 990 613 €	9 289 327 €

Charges PRESSE

	2025	2024	2023
Total Charges Presse	26 254 918 €	26 123 052 €	26 384 013 €
<i>Dont charges QC ligne</i>	5 821 9115 €	5 591 658 €	5 408 632 €

En 2025 le chiffre d'affaires total est quasi identique à celui de l'année dernière (+ 0,6 %).

Tous les efforts de bonne gestion des différentes équipes nous permettent de maintenir notre équilibre financier. Toutefois, cette situation reste fragile et ne peut rester en l'état pour les exercices à venir.

✚ Promotion et distribution des ventes (abonnements et ventes au n°, papier et web)

	2025	2024	2023
Promotion +distribution	12 557 056 €	12 596 536 €	12 770 917 €

Le budget marketing représente 36% des charges d'exploitation. Budget en diminution.

COMPTE DE RÉSULTAT 2025

📈 Évolution de la masse salariale

L'augmentation des coûts salariaux de 8,7 % s'explique principalement par des fins de contrat de salariés à des postes de direction.

📈 Coût Salarial

	2025	2024	2023
Salaires+charges+intéressement	12 274 597 €	11 458 049 €	11 263 307 €

Le coût salarial représente 35% des charges d'exploitation.

✚ Parts fédérales

	2025	2024	2023
COTISATIONS	630 776 €	674 447 €	715 578 €
Nombre d'adhérents au 31.12	110 668 ↓6,80%	118 747 ↓6,36%	126 810 ↓5,36%

Nous constatons une baisse régulière des adhésions.

Résultats d'EXPLOITATION

	2025	2024	2023
Résultats déficitaires	- 381 196 €	- 283 361 €	- 863 545 €

Point de vigilance :

Nous constatons depuis 3 ans que les résultats d'exploitation restent déficitaires et ceci oblige à mettre en œuvre toutes les mesures permettant de stopper ce déséquilibre budgétaire.

Nous ne pouvons nous satisfaire du rééquilibrage in fine grâce à des résultats financiers très positifs ou des produits conjoncturels.

Résultats FINANCIERS

	2025	2024	2023
Résultat financier	1 001 355 €	975 895 €	1 154 363 €

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. La prudence reste de mise car l'année 2026 s'annonce volatile aux dires de nombreux experts. La volatilité inhérente aux marchés financiers, les incertitudes géopolitiques liées notamment aux tensions entre les Etats-Unis et la Chine, la guerre en Ukraine, le conflit en Iran complexifient la vision financière de long terme.

Résultat GLOBAL

	2025	2024	2023
TOTAL PRODUITS (Produits d'exploitation + Produits financiers)	35 577 489 €	36 312 257 € (Produit exceptionnel 1 372KF)	36 607 955 € (Produit exceptionnel 1 829€)
TOTAL CHARGES (Charges d'exploitation +Charges financières +impôts)	35 059 324 €	34 607 647 €	35 609 154 €
EXCEDENT	518 165 €	1 704 610 €	998 805 €

Tous les efforts de bonne gestion des différentes équipes nous permettent de maintenir notre équilibre financier. Toutefois, cette situation reste fragile et ne peut rester en l'état pour les exercices à venir.

Un immense merci à notre équipe de professionnels pour leur effort collectif nous permettant d'atteindre cet équilibre budgétaire et pour leur engagement sans faille.

BUDGETS ANNEXES

Le Fond de Dotation

Sur l'exercice 2025, le compte de résultat présente un résultat excédentaire de 297 636 €.

La SAS Que Choisir

Le chiffre d'affaires 2025 de la société SAS Que Choisir s'élève à 2 974 900 € et laisse un bénéfice de 1 392 511 €.

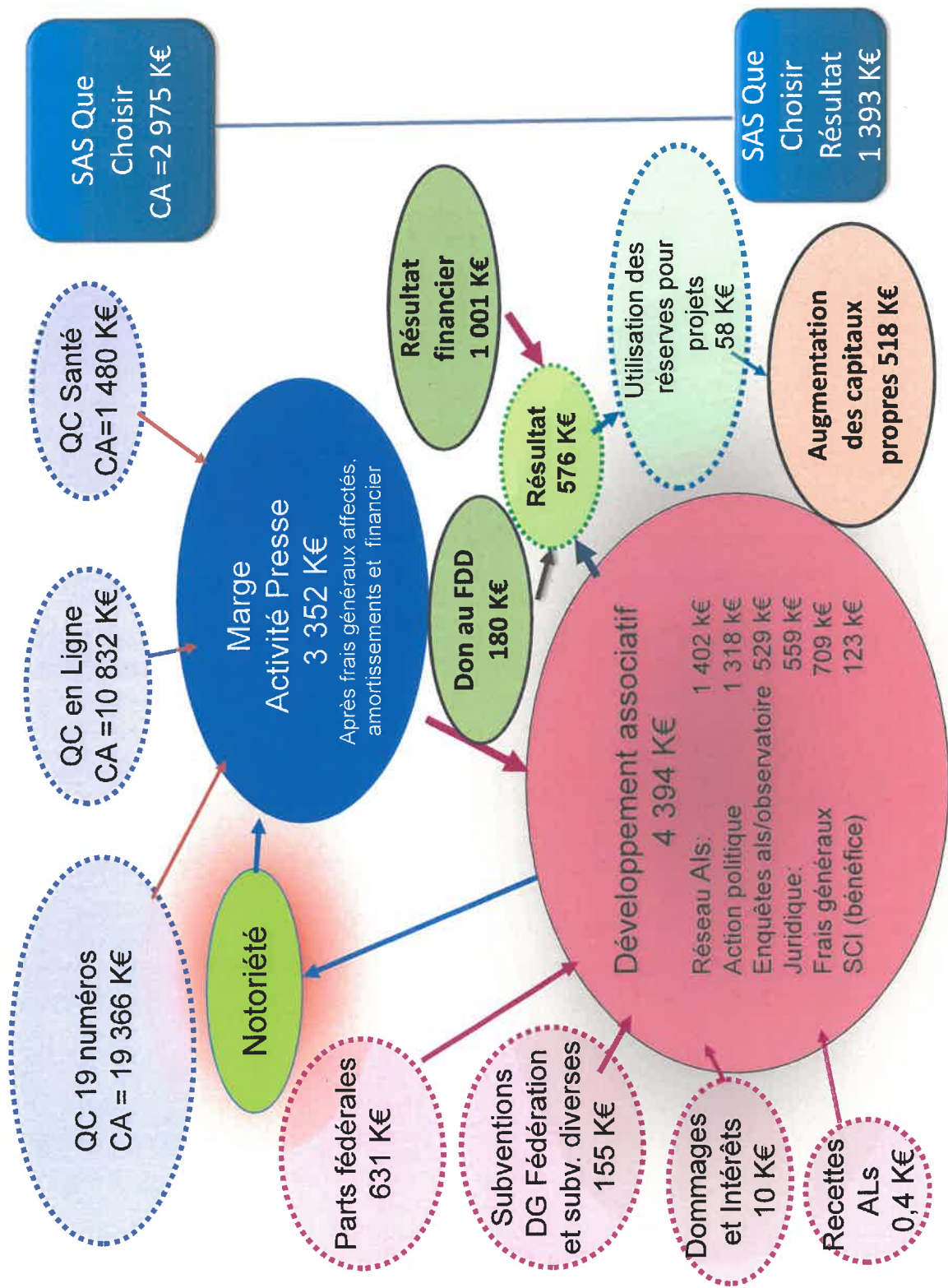
Marina Secall-Bersinger
La trésorière

Xavier Kruger
Le trésorier adjoint

SOMMAIRE

SYNTHÈSE ÉCONOMIQUE	6
Schéma des flux économiques	7
Résultat analytique	9
 FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT ASSOCIATIF	 11
Le département des relations associatives	12
Lobby, études et communication	13
Le département juridique	16
L'observatoire de la consommation	17
 RAPPORT FINANCIER	 20
Tableaux :	
Compte de résultat	21
Bilan : Actif	23
Bilan : Passif	24
Commentaires :	
Résultat	25
Résultat : produits	28
Résultat : charges	32
Bilan	30
Bilan : Actif	34
Bilan : Passif	37
Filiales et participations :	
SCI Local	39
Fonds de Dotation UFC Que Choisir	40
SAS Que Choisir	48
 PERSPECTIVES D'AVENIR	 52

1- SYNTHÈSE ÉCONOMIQUE



Les flux économiques de Que Choisir Ensemble présentés sur le schéma ci-dessus :

- ▶ **La marge sur les activités presse, papier et web, est de 3 352 K€**
- ▶ **Les ressources des activités associatives, subvention DGCCRF, parts fédérales, dommages et intérêts perçus et recettes diverses s'élèvent à 796 K€.**
- ▶ **Les dépenses liées au développement des activités associatives sont de 4 394 K€. Un détail des actions réalisées en 2025 est présenté pages 14 à 16 de ce document.**
- ▶ **Un don de 180 K€ a été fait au Fonds de Dotation. Ce don est inscrit dans la comptabilité du Fonds de Dotation en fonds dédiés pour la préservation de la ressource en eau.**
- ▶ **58 K€ ont été consacrés au déploiement des projets associatifs (projet de l'entité).**

RÉSULTAT ANALYTIQUE

Les marges qui sont présentées page précédente sont établies à partir du compte de résultat analytique qui présente les produits et les charges de l'Association en fonction de leur utilisation et non en fonction de leur nature comme dans le compte de résultat comptable que vous trouverez dans la partie « rapport financier » de ce document.

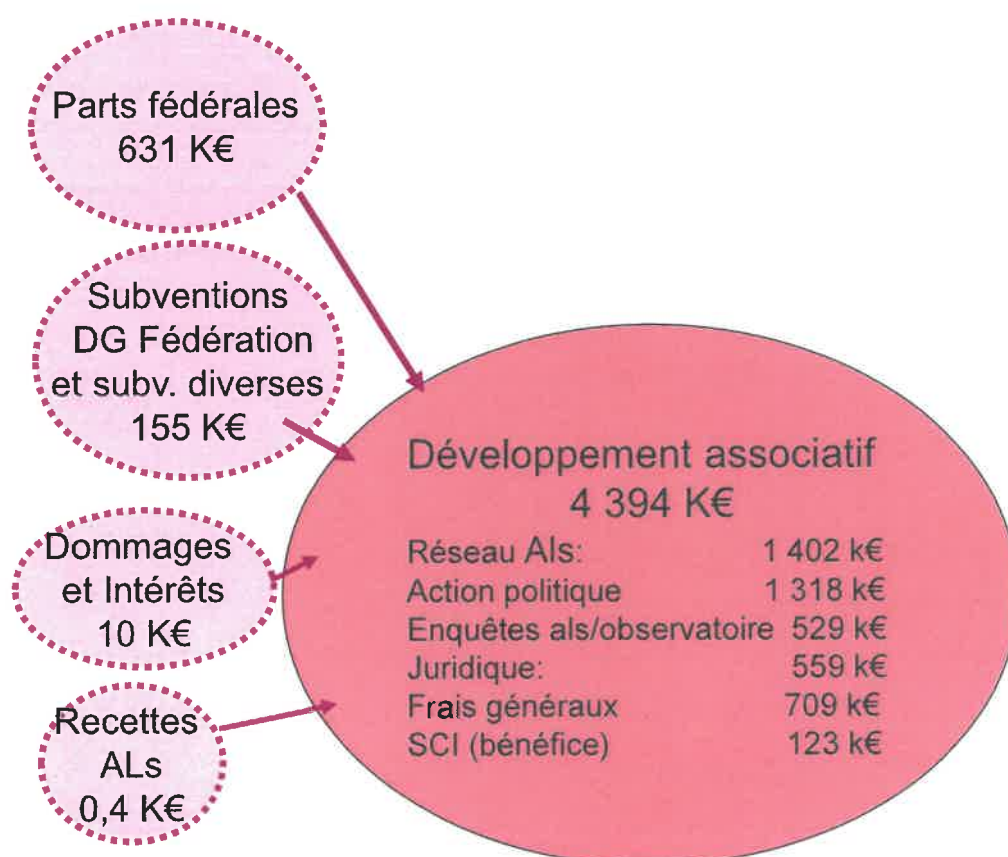
Y sont ainsi détaillés :

- ▶ **Le chiffre d'affaires des titres de presse Que Choisir**
- ▶ **Les autres produits d'exploitation**
- ▶ **Les coûts éditoriaux, de distribution et de promotion des magazines**
- ▶ **Les dépenses liées au développement associatif**
- ▶ **Les coûts de structure**
- ▶ **Les amortissements et autres charges**
- ▶ **Le résultat financier**
- ▶ **Le résultat exceptionnel.** *Contrairement aux comptes annuels les dommages et intérêts encaissés ou payés restent imputés en résultat exceptionnel*

Résultat analytique 2025

	2025	2024	Ecart en valeur	Ecart en %
CA QC QCA QC Spécial	19 366 203	20 030 046	-663 842	-3,31%
CA QC SANTE	1 480 314	1 486 761	-6 448	-0,43%
CA Abonnements QC Ligne	10 832 042	9 990 613	841 430	8,42%
CA QC Edition	21	42	-21	-50,00%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES PRESSE	31 678 580	31 507 461	171 119	0,54%
AUTRES PRODUITS				
Subvention DGCCRF (Fédération)	117 075	117 075	0	0,00%
Autres subventions	3 131	0	3 131	
Relations associatives	970 731	1 112 534	-141 803	-12,75%
Produits Essais comparatifs	61 035	82 407	-21 372	-25,93%
Autres produits	498 792	51 345	447 447	871,45%
Refacturations SAS	243 519	328 457	-84 939	-25,86%
Redevance de marque SAS	82 924	75 273	7 651	10,16%
TOTAL DES PRODUITS	33 655 787	33 274 553	381 234	1,15%
Rédaction	-2 343 534	-2 309 970	33 564	1,45%
Fabrication	-1 230 779	-1 308 150	-77 370	-5,91%
Diffusion	-4 752 800	-4 797 882	-45 082	-0,94%
Promotion	-4 346 325	-4 437 794	-91 469	-2,06%
Commissions courtiers	-1 496 427	-1 457 145	39 282	2,70%
Assistance abonnés	-1 080 046	-1 097 089	-17 043	-1,55%
Essais comparatifs	-3 358 542	-3 295 674	62 868	1,91%
Observatoire de la consommation	-532 143	-506 248	25 896	5,12%
CHARGES QC QCA QC Spécial	-19 140 597	-19 209 951	-69 354	-0,36%
Charges QC Santé	-1 132 552	-1 155 984	-23 431	-2,03%
Charges QC Ligne	-5 821 911	-5 591 658	230 253	4,12%
Charges QC Edition	-159 858	-165 459	-5 602	-3,39%
TOTAL CHARGES PRESSE	-26 254 918	-26 123 052	131 867	0,50%
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
Charges Relations associatives	-1 706 384	-1 554 720	151 664	9,76%
Charges Action politique	-1 317 940	-1 305 045	12 896	0,99%
Charges Juridique	-687 641	-658 867	28 774	4,37%
Charges Informatique	-513 856	-418 096	95 760	22,90%
Charges Structure	-2 749 957	-2 499 904	250 053	10,00%
Charges gestion de projets	-207 471	-147 948	59 523	40,23%
Charges Prestations de service	-368	-1 751	-1 383	-78,98%
TOTAL AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-7 183 617	-6 586 331	597 287	9,07%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-33 438 536	-32 709 382	729 153	2,23%
RESULTAT ANALYTIQUE AVANT INTERESSEMENT	217 252	565 171	-347 919	-61,56%
Intéressement	-228 812	-372 114	-143 302	-38,51%
RESULTAT ANALYTIQUE APRES INTERESSEMENT	-11 560	193 057	-204 617	-105,99%
Amortissements fédération	-210 990	-252 427	-41 437	-16,42%
Autres charges / provisions d'exploitation	-37 837	-27 449	10 388	37,84%
Résultat SCI	122 885	-10 635	133 520	N.S
RESULTAT D' EXPLOITATION	-137 502	-97 454	-40 048	-41,09%
Résultat financier	1 001 355	975 895	25 460	2,61%
RESULTAT COURANT	863 853	878 441	-14 588	-1,66%
Dommages enc. Dépt Juridique	10 040	900 911	-890 871	-98,89%
Autres charges except.	-260 607	-259 843	763	0,29%
Autres produits except.	65 000	470 624	-405 624	-86,19%
Impôt	-101 994	-99 616	2 378	2,39%
RESULTAT BRUT	576 292	1 890 516	-1 314 224	-69,52%
Utilisation réserve projets associatifs	-58 127	-185 907	-127 780	-68,73%
RESULTAT NET	518 165	1 704 610	-1 186 445	-69,60%

FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT ASSOCIATIF



La marge réalisée par l'activité d'information du consommateur (secteur presse) permet de financer des activités qui ont vocation à servir la collectivité des consommateurs, rassemblées sous le vocable « activités associatives ».

L'action politique est composée des services qui participent aux combats de l'association, à la mobilisation des consommateurs et à la promotion de nos actions et victoires : le service Études et lobby, le service juridique, le pôle communication.

Le service des relations associatives a été scindé en 2 services : un pôle statutaire et une direction consacrée à l'animation du réseau.

L'observatoire de la consommation gère notamment les enquêtes réalisées avec le concours des associations locales.

I / L'action politique

En 2025 le département des relations associatives a été scindé en deux services distincts, « le pôle statutaire » d'une part et la Direction de l'animation et mobilisation du réseau.

- **Le Pôle de la vie statutaire**

Ce pôle a été créé en janvier 2025, est composé de 3 personnes et assure le pilotage de la vie statutaire de la fédération. Il est aussi en support auprès du réseau des Associations locales et des Unions régionales pour les accompagner dans leur propre suivi statutaire.

L'année 2025 a été l'occasion de faire un tour des régions (UR et AL) afin de préparer la mise au vote de la réforme statutaire traitant du changement de nom, de l'ouverture de la gouvernance et de l'intégration des UR dans les statuts. Cette réforme a été adoptée lors de l'Assemblée générale extraordinaire 2025 qui s'est tenue à Louan les 23, 24 et 25 mai 2025 et a été l'occasion de consulter 287 présents et représentés.

Le Conseil d'administration s'est réuni 10 fois pour, entre autres, préparer les AGE et AGO, intégrer les évolutions du chantier sur les espaces de gouvernances, voter les Délégations thématiques et toutes les résolutions statutaires.

Enfin, lors du second semestre, le Pôle de la vie statutaire s'est occupé de la mise en œuvre de la réforme au niveau fédéral et de préparer les répercussions au niveau du réseau d'AL et d'UR.

Les principaux chiffres :

POLE STATUTAIRE	2 025	2 024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
112 Parts fédérales	630 776	674 447		
111 ventes diverses DRA	0	1 119		
113 Subventions	0	436 969		
116 Charges UFC refacturées SAS	0	321		
Total produits divers	630 776	1 112 855		
CHIFFRE D'AFFAIRES	630 776	1 112 855		
Total masse salariale	-208 781	-526 061		
Total pôle statutaire	-428 697	-292 815		
Total pôle soutien accompagnement	-22 133	-542 933		
<i>Dont:</i>				
<i>Formation</i>	0	-119 012		
<i>Reversement subvention DGCCRF aux Als</i>	0	-304 535		
<i>Financement UR</i>	-22 133	-23 665		
Missions et déplacements	-20 354	-99 354		
Autres frais	-21 071	-34 534		
999 Cessions internes	0	-59 022		
RESULTAT BRUT	-70 259	-441 864		

- **Le Département Animation et Mobilisation du Réseau (DAMR)**

Mis en place en janvier 2025, à la suite de la scission du Service de l'engagement et des relations associatives en deux entités distinctes (SERA), le DAMR a pour mission de soutenir, outiller et accompagner les associations locales (AL) et les unions régionales (UR) dans la réalisation de leurs missions, en cohérence avec le projet de la Fédération et les orientations du rapport d'orientation.

En 2025, une nouvelle édition de la **Semaine de l'UFC-Que Choisir**, proposée aux associations locales mais aussi aux abonnés des médias, a été organisée du 27 au 31 janvier. Près de 20 conférences ou ateliers ont été organisés. On dénombre 956 participations, correspondant à 471 participant.e.s uniques (contre 150 en 2024).

Par ailleurs, en 2025, le DAMR a organisé plusieurs actions de mobilisation du réseau :

- **Le Printemps des consommateurs** a été lancé le 15 mars, journée mondiale des consommateurs. Cette édition a compté sur la participation de plus de 90 associations locales qui ont organisé une diversité d'actions sur leur territoire, en lien avec la consommation responsable.
- **L'action #Stop aux substances nocives** a été lancée le 14 mai 2025, à l'occasion de la refonte de l'application QuelProduit. Près de 80 associations locales ont répondu présentes à l'appel et, dans ce cadre, ont organisé des actions de rue, tout en interpellant leurs médias et élus locaux.
- **La rentrée des consommateurs** a été lancée à la rentrée de septembre 2025. Près de 100 associations locales y ont pris part, avec notamment pour objectif de recruter de nouveaux bénévoles.
- **L'action #La goutte de trop**, lancée en novembre 2025, a compté sur la participation de près de 80 associations locales. Cette action visait à dénoncer le coût de la dépollution de l'eau du robinet.

Le DAMR a également mis en œuvre **un plan de formation ambitieux**. Un total de 108 sessions de formation ont été organisées au profit de 1319 stagiaires (contre 1275 en 2024). Parmi les thématiques de formation les plus plébiscitées, citons : Découvrir l'UFC-Que Choisir (22 sessions), Traitement des litiges bancaires (16 sessions), Initiation au traitement des litiges (13 sessions).

Enfin, le dernier trimestre 2025 a mobilisé l'équipe du DAMR autour du **déploiement de notre nouveau nom auprès de notre réseau**. Des réunions mensuelles ont été mises en place, un espace de partage d'informations et de documents a été créé sur l'Extranet et une lettre d'information mensuelle a été lancée.

Les principaux chiffres :

POLE ANIMATION	2 025	2 024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
112 Parts fédérales	0	0		
111 ventes diverses DRA	418	0		
113 Subventions	339 535	0		
116 Charges UFC refacturées SAS	0	0		
Total produits divers	339 953	0		
CHIFFRE D'AFFAIRES	339 953	0		
Total masse salariale	-407 269	0		
Commissions	-1 144	0		
Total pôle soutien accompagnement	-486 122	0		
<i>Dont:</i>				
<i>Formation</i>	-110 122	0		
<i>Reversement subvention DGCCRF aux Als</i>	-304 535	0		
<i>Aides financières</i>	-50 253	0		
Total pôle animation	-51 103	0		
Autres frais	0	0		
999 Cessions internes	-59 711	0		
RESULTAT BRUT	-665 396	0		

• Lobby, études et communication

Le total des charges est le suivant :

ACTION POLITIQUE : CHARGES	2 025	2024	2 023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
Lobby	-494 775	-507 461	-556 346	-12 686	-2,5%
Etudes	-506 309	-446 912	-458 099	59 397	13,3%
Communication	-316 856	-350 672	-368 521	-33 816	-9,6%
TOTAL CHARGES ACTION POLITIQUE	-1 317 940	-1 305 045	-1 382 966	12 896	1,0%

- Les Études et le Lobby

Le service des Études et du Lobby est en charge du plaidoyer de l'Association. D'une part, il produit les études et analyses qui sont à l'origine de la plupart des positions et communications politiques de l'association. D'autre part, il effectue du lobbying, de l'expertise parlementaire et de la sensibilisation de l'opinion publique en vue de défendre les objectifs politiques de l'association. Ce lobbying s'exerce auprès du Gouvernement et des institutions nationales et européennes (Assemblée Nationale, Sénat, Parlement européen...) ainsi que des ONG partenaires et autres acteurs.

Sur les études, il a été fait le choix de se focaliser sur la mise à jour de la cartographie de l'eau du robinet, en lien avec notre demande de protéger les points de captages d'eau. Par ailleurs, la dénonciation des substances indésirables sur les produits de consommation courante a fait l'objet d'une campagne décentralisée. Les prix de l'énergie ont également fait l'objet d'une étude inédite sur les certificats d'économie d'énergie et de leur impact sur le budget des ménages. Le prix des médicaments a été un autre sujet inédit du service.

En matière de lobbying, le service s'est particulièrement investi sur des thèmes touchant le quotidien des consommateurs et consommatrices (démarchage téléphonique, prix alimentaires, accès à un médecin, réservation de billets de train en ligne, minimas forfaitaires des banques, obsolescence de Windows 10...). Le service a poursuivi des actions au service d'une consommation responsable (mise à disposition des fontaines à eau dans les lieux publics, lutte contre la fast-fashion, dénonciation de la loi Duplomb...). Au niveau européen, outre les sujets courants, le service a travaillé sur l'impact des plateformes de vente tierces (Shein) ou les futurs OGM (NGTs).

Les principaux chiffres :

ACTION POLITIQUE: ETUDES	2 025	2024	2023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
113 Subventions	0	67 759	0	-67 759	-100,00%
115 Produits divers	0	11 555	0	-11 555	-100,00%
116 Charges UFC refacturées SAS	0	2 579	0	-2 579	-100,00%
Total produits divers	0	81 893	0	-81 893	-100,00%
CHIFFRE D'AFFAIRES	0	81 893	0	-81 893	-100,00%
Total masse salariale	-469 477	-394 258	-419 238	75 219	19,08%
Etudes et tests	-18 150	-34 630	-24 200	-16 480	-47,59%
246 Déplacements	-3 175	-3 773	-492	-598	-15,85%
254 Documentation	-688	-150	-164	538	358,71%
999 Cessions internes	-14 820	-14 102	-14 005	718	5,09%
CHARGES D'EXPLOITATION	-506 309	-446 912	-458 099	59 397	13,29%
****RESULTAT BRUT****	-506 309	-365 019	-458 099	141 290	38,71%

[Le poste « cessions internes » correspond à l'affectation partiel du travail d'un collaborateur pour le département « communication ». Les produits divers en 2024 correspondent à la refacturation d'un collaborateur momentanément affecté au BEUC. La subvention en 2024 correspond au projet Prompt financé par l'Europe]

Lobby :

Le service porte la politique de lobbying auprès des pouvoirs publics, tant au niveau national (très nombreuses auditions au Parlement, notamment) qu'à l'échelon européen. Les cotisations représentent le montant cumulé de notre adhésion au BEUC (Bureau Européen des Unions de Consommateurs) et à CI (Consumer International).

Les principaux chiffres :

ACTION POLITIQUE: LOBBY	2 025	2024	2023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
113 Subventions	0	0	0	0	
115 Produits divers	0	0	0	0	
116 Charges UFC refacturées SAS	0	1 944	6 700	-1 944	-100,00%
Total produits divers	0	1 944	6 700	-1 944	-100,00%
CHIFFRE D'AFFAIRES	0	1 944	6 700	-1 944	-100,00%
Total masse salariale	-291 528	-291 033	-328 007	495	0,17%
Etudes et tests	0	0	0	0	
543 Campagne décentralisée	0	0	-1 046	0	
544 Action groupes de pression	-1 251	-1 334	-1 485	-84	-6,27%
542 Hébergement sites	-4 800	-4 859	-3 105	-59	-1,21%
246 Déplacements	-3 734	-3 082	-2 789	652	21,17%
254 Documentation	-5 150	-5 000	-5 113	150	3,00%
255 Honoraires	0	0	0	0	
256 Missions	0	0	0	0	
260 Cotisations	-188 312	-202 152	-214 800	-13 840	-6,85%
CHARGES D'EXPLOITATION	-494 775	-507 461	-556 346	-12 686	-2,50%
****RESULTAT BRUT****	-494 775	-505 517	-549 646	-10 742	-2,12%

- Le service Communication

Le service communication pilote l'ensemble des relations presse et de la communication numérique afin de renforcer la visibilité et l'impact des actions de l'association. Son action s'articule autour de trois objectifs stratégiques : **renforcer la notoriété qualifiée de l'association, élargir et renouveler ses publics, notamment en touchant des audiences plus jeunes, et mobiliser les consommateurs**, en particulier à travers leur engagement et la collecte de dons.

- À ce titre, le service anime les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube et TikTok), assure la communication interne auprès du réseau de bénévoles, valorise l'action politique dans la rubrique « Nos combats » du site internet et conçoit des campagnes de communication et de mobilisation à portée nationale.
- En 2025, le budget a été prioritairement consacré à la conception et à la diffusion de deux grandes campagnes. La campagne **#StopAuxSubstancesNocives** a alerté sur la présence de substances dangereuses dans les produits du quotidien et leurs impacts sur la santé et l'environnement, tout en appelant les pouvoirs publics à interdire les composés les plus à risque. La campagne « **La goutte de trop** » a, quant à elle, dénoncé l'injustice faisant peser sur les consommateurs le coût croissant de la dépollution de l'eau potable, alors que la pollution provient majoritairement des activités agricoles et industrielles, et a réaffirmé la nécessité d'appliquer le principe du pollueur-payeur.
- Ces campagnes ont généré de nombreuses retombées dans la presse nationale et locale et ont permis de toucher plus de **8 millions de personnes** sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, **800 interventions médiatiques (+ 20% par rapport à 2024)** ont été réalisées au cours de l'année 2025. Enfin, la communauté de l'association sur les réseaux sociaux a poursuivi sa dynamique de croissance en 2025, avec une hausse de **23 % des abonnés**, portant le total à plus de **400 000 abonnés**, tous réseaux confondus.

Les principaux chiffres :

COMMUNICATION	2 025	2024	2023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
113 Subventions	0	0	0	0	
115 Produits divers	0	0	0	0	
116 Charges UFC refacturées SAS	256	0	359	256	
Total produits divers	256	0	359	256	
CHIFFRE D'AFFAIRES	256	0	359	256	
Total masse salariale	-215 145	-184 038	-200 171	31 107	16,90%
Etudes et tests	0	0	0	0	
446 Outils/communication	-45 891	-121 845	-123 940	-75 954	-62,34%
541 Relation presse	-37 747	-27 135	-28 040	10 612	39,11%
246 Déplacements	0	-146	0	-146	-100,00%
254 Documentation	0	0	0	0	
999 Cessions internes	-19 204	-17 508	-16 729	1 696	9,69%
****RESULTAT BRUT****	-317 731	-350 672	-368 521	-32 940	-9,39%

[Les cessions internes correspondent au travail effectué pour d'autres services ou en provenance d'autres services]

● Le service juridique

L'une des principales missions du service juridique est de penser, d'initier et de gérer les actions en justice engagées par l'association (actions en attaque), et ce depuis l'identification des pratiques ou normes litigieuses, la mise en place de la stratégie contentieuse (détermination de l'argumentation juridique et de la stratégie procédurale), en passant par le montage du dossier et l'alimentation de celui-ci, puis l'introduction de la procédure juridique ou judiciaire ou administrative, jusqu'à l'exécution effective des décisions de justice ou administratives ainsi obtenues contre les professionnels ou les pouvoirs publics. Le service intervient également dans le cadre des procédures initiées contre l'association (actions en défense). Enfin, il assure également des missions de conseils juridiques notamment aux fins de sécurisation des activités, en particulier éditoriales.

L'année 2025 s'est caractérisé par une première victoire (au fond) de l'association dans le cadre de l'une de ses actions de groupe engagée en matière de distribution d'eau du robinet impropre à la consommation (en cours d'appel). Des victoires importantes ont été obtenues, cette année encore, s'agissant des pratiques du secteur de la rénovation énergétique et de la consommation responsable. Toujours au soutien de l'intérêt de la collectivité des consommateurs concernés, l'exercice 2025 a été tout particulièrement marqué par le lancement de nombreuses initiatives et actions judiciaires dans le cadre de différents scandales touchant le secteur automobile (défauts/non-conformité d'airbags, de moteurs, dispositif anti-pollution), le secteur assurantiel (assurances affinitaires) ainsi que celui des eaux minérales en bouteille.

Parallèlement, l'association a de nouveau été confrontée à des décisions défavorables et contestables concernant certaines de ses actions de groupe ainsi que dans le cadre de son combat judiciaire contre la fracture sanitaire.

Les dommages et intérêts obtenus et versés à l'association en 2025, soit à la faveur d'une décision de justice, soit à titre d'indemnité transactionnelle, sont en nette régression par rapport à l'exercice précédent, ceci s'expliquant principalement par le faible nombre de décisions de

justice rendues durant cet exercice, mais également de l'absence de dommages et intérêts versés à titre transactionnel.

En 2025, ce sont plus d'une centaine de dossiers contentieux en cours, 13 décisions ont été rendues, 2 accord transactionnels conclus, et près de 25 nouvelles actions qui ont été initiées.

Les principaux chiffres :

SERVICE JURIDIQUE	2 025	2024	2023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
113 Subventions	0	0	0	0	
115 Produits divers	0	0	0	0	
116 Charges UFC refacturées SAS	969	1 133	442	-164	-14,47%
Total produits divers	969	1 133	442	-164	-14,47%
CHIFFRE D'AFFAIRES	969	1 133	442	-164	-14,47%
Total masse salariale	-393 640	-401 063	-352 036	-7 422	-1,85%
Etudes et tests	0	0	0	0	
271 Frais attaque	-257 991	-236 625	-306 703	21 366	9,03%
272 Frais défense	-20 781	-3 856	-3 425	16 924	438,90%
Autres frais	-278 772	-240 481	-310 128	38 290	15,92%
280 Informatique	0	0	-187	0	
246 Déplacements	-225	-111	-184	114	103,23%
254 Documentation	-15 004	-17 212	-15 333	-2 209	-12,83%
273 Dommages et intérêts	10 040	900 911	446 350	-890 871	-98,89%
851 Produits exceptionnels	65 000	70 000	1 118 167	-5 000	-7,14%
850 Charges exceptionnelles	-77 001	-150 000	-959 919	-72 999	-48,67%
****RESULTAT BRUT****	-688 633	163 177	-72 828	-851 810	-522,02%

Dans la synthèse économique 20% des charges du service sont affectées au secteur presse.

Il est à noter que les frais d'attaque et de défense sont principalement des frais de prestations d'avocats extérieurs et indépendants de la fédération, de traduction d'actes (principalement aux fins de délivrance d'assignation, de signification de conclusions et de décision de justice à l'encontre de professionnels établis à l'étranger) et d'établissement de constats de commissaire de justice aux fins d'administration de la preuve.

Les dommages et intérêts encaissés proviennent de ces actions. Cette ligne comptable « dommages et intérêts » comprend à la fois les dommages et intérêts tels qu'alloués sous cette qualification par les tribunaux ou obtenus dans le cadre transactionnel, mais aussi le remboursement des frais de justice et d'avocat (frais judiciaires irrépétibles).

II / L'observatoire de la consommation

L'Observatoire de la Consommation a en 2025 :

- Supervisé les visites de plusieurs milliers de commerces ou établissements accueillant du public (boulangerie, cordonniers, couturiers, dermatologues, cinémas, magasin Bio). Ces visites sont assurées par les enquêteurs-bénévoles de Que Choisir Ensemble sur tout le territoire national.

Parallèlement, l'ODLC a :

- Relevé en magasin ou auprès de professionnels ou par Internet de plusieurs centaines de milliers de prix.
- Supervisé plus d'une dizaine de sondages d'opinion afin de connaître leur satisfaction, leurs pratiques dans de nombreux domaines de la consommation ; Abonnements, 100% Santé Optique, sinistres en assurance, Air Fryer, Lave-linge, Ehpad, Mutuelles, Location Auto, Leasing, Bio déchets, Jeux, FAI, Opérateurs de téléphonie mobile, SNCF, Fiabilité gros électroménager, Fiabilité petit électroménager, Fiabilité du matériel hi-tech, Fiabilité Auto, Baromètre Arnaques, Baromètre Démarchage téléphonique,
- Réalisé une quinzaine de tests de prestation de service ; Fleuristes en ligne, Hard discount, Prix boissons sans alcool, Prix « C'est qui le patron », Prix du café, Prix discounters (Action et Normal), Prix Halloween, Prix des huiles d'olives, Prix immobilier, Prix du jambon, Prix des jouets, Prix Pâques, Prix des parfums en ligne, Prix rentrée scolaire, Prix du bœuf, Prix des yaourts grecs,
- Assuré la création puis l'alimentation de 13 cartes interactives ou comparateurs Internet (banques, assurances, mutuelles, drives et supermarchés, circuits courts, téléphonie, Internet, optique, assurance emprunteur, stations-services, services déchets, assurance-vie).

En outre, chaque mois, Que Choisir Ensemble suit l'évolution de l'inflation.


Les principaux chiffres :

ODLC	2 025	2024	2023	Ecart N-1	
				en valeur	en %
113 Subventions	0	0	0	0	
115 Produits divers	0	0	0	0	
116 Charges UFC refacturées SAS	2 984	3 155	1 355	-171	-5,42%
Total produits divers	2 984	3 155	1 355	-171	-5,42%
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 984	3 155	1 355	-171	-5,42%
Total masse salariale	-403 548	-387 083	-384 704	16 465	4,25%
Etudes et tests	-317 684	-302 707	-289 134	14 977	4,95%
446 Outils/communication	0	0	0	0	
541 Relation presse	0	0	0	0	
246 Déplacements	-827	-917	-1 066	-91	-9,89%
254 Documentation	-135	-77	-361	59	76,82%
999 Cessions internes	196 783	189 946	182 922	-6 837	-3,60%
****RESULTAT BRUT****	-527 759	-503 093	-495 790	24 667	4,90%

Les cessions internes correspondent à la contribution de l'ODLC au site internet.

2 – RAPPORT FINANCIER


QUE CHOISIR ENSEMBLE - COMPTE DE RÉSULTAT – EXERCICE 2025

		COMPTES DE RESULTAT		Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations			630 776	674 447	
Ventes de biens et services					
Ventes de biens			31 737 327	31 576 320	
dont ventes de dons en nature					
Ventes de prestations de service			343 840	377 082	
dont parrainages					
Produits de tiers financeurs					
Concours publics et subventions d'exploitation			459 741	621 803	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable					
Ressources liées à la générosité du public					
Dons manuels					
Mécénats					
Legs, donations et assurances-vie					
Contributions financières					
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			616 836	296 815	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles					
Utilisations des fonds dédiés					
Autres produits			635 467	31 557	
Total I			34 423 987	33 578 025	
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats de marchandises					
Variation de stock					
Autres achats et charges externes			21 138 500	20 981 777	
Aides financières			223 904	63 289	
Impôts, taxes et versements assimilés			411 710	389 593	
Salaires			8 600 767	8 207 523	
Cotisations sociales			3 673 830	3 250 526	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			210 990	252 427	
Dotations aux provisions			451 422	501 447	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées					
Reports en fonds dédiés					
Autres charges			94 060	214 805	
Total II			34 805 183	33 861 385	
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-381 196	-283 361	


QUE CHOISIR ENSEMBLE - COMPTE DE RÉSULTAT – EXERCICE 2025 – Suite

 COMPTE DE RESULTAT SUITE	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	765 289	819 881
Autres intérêts et produits assimilés	2 410	1 661
Reprises sur dépréciations et provisions	385 803	540 156
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	1 153 502	1 361 698
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	152 147	385 803
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	152 147	385 803
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 001 355	975 895
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	620 159	692 534
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		1 372 535
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		260 843
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 111 692
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	101 994	99 616
Total des produits (I + III + V)	35 577 489	36 312 257
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	35 059 324	34 607 647
EXCEDENT OU DEFICIT	518 165	1 704 610

QUE CHOISIR ENSEMBLE - BILAN – ACTIF - EXERCICE 2025

 ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	85 661	85 661		3 391
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	374 515		374 515	374 515
Constructions	4 429 785	3 966 716	463 069	557 707
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 504	1 504		
Autres immobilisations corporelles	2 674 536	2 381 211	293 325	280 313
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	32 474		32 474	8 119
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières :				
Participations	597 229	72 400	524 829	524 829
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	551 018		551 018	536 498
Autres immobilisations financières	23 828		23 828	23 176
Total II	8 770 551	6 507 493	2 263 058	2 308 548
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	35 370	9 654	25 715	6 379
Créances :				
Créances clients, <i>usagers</i> et comptes rattachés	2 253 273	265 231	1 988 043	1 991 588
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
<i>Autres créances</i>	974 563	33 537	941 026	1 195 032
Charges constatées d'avance	1 629 231		1 629 231	1 708 408
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	34 344 125	152 147	34 191 978	31 258 688
Disponibilités	6 128 308		6 128 308	9 250 735
Total III	45 364 870	460 569	44 904 301	45 410 831
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	54 135 421	6 968 062	47 167 360	47 719 379

QUE CHOISIR ENSEMBLE - BILAN – PASSIF - EXERCICE 2025

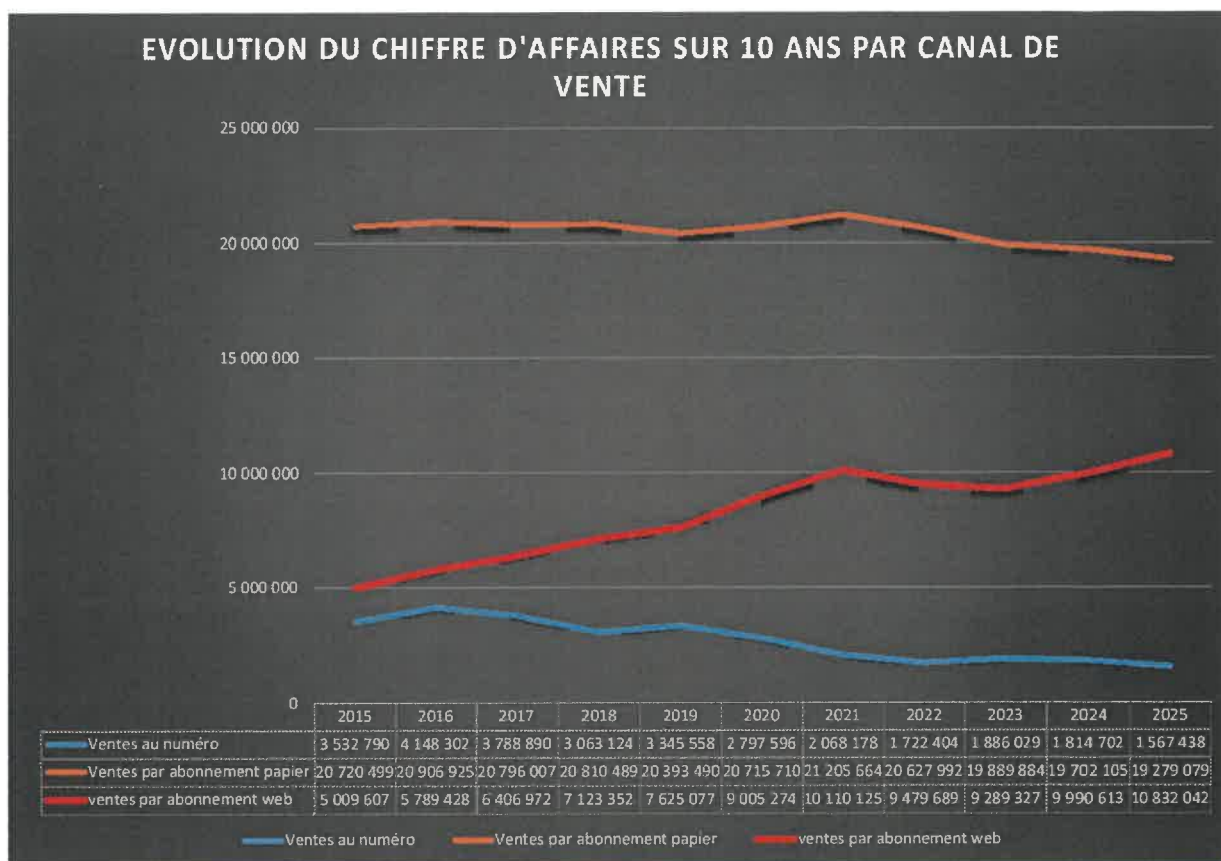
	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *			
Fonds propres sans droit de reprise :			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires		3 471 038	3 471 038
Fonds propres avec droit de reprise :			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves :			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		1 042 214	1 228 121
Autres		2 100 000	2 100 000
Report à nouveau		17 890 624	16 000 107
Excédent ou déficit de l'exercice		518 165	1 704 610
Situation nette (sous total)			
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		25 022 041	24 503 876
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
Total II			
PROVISIONS			
Provisions pour risques		380 000	452 000
Provisions pour charges		1 210 749	1 315 520
Total III		1 590 749	1 767 520
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses		9 827	8 098
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 535 716	3 137 893
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		2 210 462	2 656 621
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		573 969	541 587
Produits constatés d'avance		15 224 595	15 103 785
Total IV		20 554 570	21 447 983
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		47 167 360	47 719 379

I- RÉSULTAT

Le pic de chiffre d'affaires a été atteint en 2021 sous l'effet du confinement. Depuis nous avons dû faire face à une forte inflation qui a réduit le pouvoir d'achat des consommateurs et pénalisé nos ventes. En 2025 le chiffre d'affaires total est quasi identique à celui de l'année dernière (+ 0,6 %).



Mais cette quasi-stabilité résulte en fait de la croissance du web qui parvient à compenser la baisse des exemplaires papier. Le graphique ci-dessous montre clairement la chute importante des ventes au numéro qui sont passées d'un CA de 3,5 M€ en 2015 à 1,5 M€ soit une perte de 2 M€ en 10 ans. Les abonnements papier résistent mieux mais la décroissance est très significative : 20,7 M€ en 2015 et 19,2 M€ soit 1,5 M€ de moins en 10 ans. Quant à quechoisir.org sa croissance sur la même période est de 5,8 M€ soit + 116%.



Le total des produits d'exploitation croît de 846 K€ dont 180 K€ liés à la modification de la réglementation comptable (voir infra et annexe page 12), 123 K€ de résultat positif de la SCI LocAl et une baisse significative de la provision d'indemnités de fin de carrière.

Les charges d'exploitation sont en progression de 945 K€. Elles incluent un don au Fonds de dotation de 180 K€. Ce don doit être utilisé par le Fonds de Dotation à la préservation de zone de captage d'eau.

Compte tenu de ces éléments le résultat d'exploitation 2025 est un déficit de 381 K€, très proche du déficit de l'année dernière (283 K€ mais sans don au FDD).

L'effondrement du marché obligataire en 2022 avait conduit à provisionner des moins-values latentes sur les titres de placement en portefeuille. Ces moins value-latentes ont fortement diminué ce qui conduit à des reprises de provisions. Ces reprises de provisions ainsi que la hausse des taux permettent de réaliser un résultat financier de 1 M€.

Compte tenu du résultat financier, l'excédent net de l'association s'établit à 518 K€ malgré un résultat d'exploitation déficitaire.

A . Produits d'exploitation

A-1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires éditorial est en hausse de 0,6 %. Cette hausse est modeste mais notable compte tenu des tendances de marché de la presse en très fort déclin.

Sur la partie magazine les trois titres *Que choisir* enregistrent tous une baisse de leur chiffre d'affaires abonnement. Les ventes en kiosque du *Que choisir pratique* sont en progression en comparaison à l'année dernière, grâce à deux parutions ayant dépassé les 12 000 ventes, le numéro consacré à la mémoire et celui consacré aux données personnelles. Les ventes en kiosque des autres titres baissent et la part du kiosque dans le chiffre d'affaires total se réduit fortement.

En revanche le site quechoisir.org continue sa croissance avec une progression soutenue de 8,4 %. Deux sujets ont permis d'accroître le trafic : la canicule de cet été qui a poussé les consommateurs à s'équiper de climatiseurs et, en fin d'année, le sujet du cadmium dans le chocolat. Par ailleurs l'élargissement de l'audience grâce aux campagnes sur les réseaux sociaux et l'action EMCE qui a connu un fort succès nous permettent d'atteindre 232 720 abonnés numériques, record pour le site.

Évolution du chiffre d'affaires éditorial 2024-2025

	2 025	2024	Ecart N-1 en valeur	en %
Que choisir mensuel	14 327 973	14 808 463	-480 490	-3,2%
Abonnements	13 284 027	13 595 207	-311 180	-2,3%
Ventes en kiosque	1 019 027	1 189 973	-170 945	-14,4%
Autres ventes	24 918	23 283	1 635	7,0%
Que choisir Budget	3 413 255	3 592 979	-179 724	-5,0%
Abonnements	3 214 268	3 304 556	-90 288	-2,7%
Ventes en kiosque	196 353	283 524	-87 171	-30,7%
Autres ventes	2 633	4 899	-2 266	-46,2%
			0	
Que choisir Pratique	1 597 825	1 590 496	7 329	0,5%
Abonnements	1 300 469	1 315 580	-15 111	-1,1%
Ventes en kiosque	288 810	266 158	22 652	8,5%
Autres ventes	8 546	8 758	-212	-2,4%
1- Sous total Que Choisir, Budget, Pratique	19 339 053	19 991 937	-652 884	-3,3%
Que Choisir Santé				
Abonnements	1 469 767	1 475 473	-5 706	-0,4%
Autres ventes	10 547	11 288	-742	-6,6%
2- Sous total Santé	1 480 314	1 486 761	-6 448	-0,4%
Que Choisir en ligne	10 832 042	9 990 613	841 430	8,4%
Ventes livre anniversaire UFC Que Choisir	21	42	-21	-50,0%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES ÉDITORIAL	31 651 429	31 469 352	182 077	0,6%

Les abonnements au *Que choisir* mensuel sont en baisse de 4,7% en moyenne par rapport à l'année précédente.

Cette baisse moyenne masque les meilleurs résultats que nous avons eu en fin d'année : depuis le lancement de la nouvelle formule en juillet aout 2025, les écarts par rapport à 2024 ne sont plus que de -2.5% en octobre, -1.6% en novembre et -1.4% en décembre. Sans aucun doute, la nouvelle maquette plait à notre lectorat aussi bien abonné que prospects, à mesurer sur la durée.

Que choisir

Abonnements payés en exemplaires en moyenne cumulée

	Moyenne abonnements	Evolution en %
Total 2015	345 130	0,9%
Total 2016	349 342	1,2%
Total 2017	349 058	-0,1%
Total 2018	364 879	4,5%
Total 2019	369 063	1,1%
Total 2020	384 109	4,1%
Total 2021	395 109	2,9%
Total 2022	382 299	-3,2%
Total 2023	365 055	-4,5%
Total 2024	350 796	-3,9%
Total 2025	334 452	-4,7%

Les ventes au n° du *Que choisir* mensuel continuent de décroître. La diminution des ventes au numéro est constatée par l'ensemble des acteurs du secteur de la presse, aussi bien quotidienne que périodique.

Ventes au numéro en volume en moyenne cumulée

En nombre d'exemplaires

	Moyenne ventes au numéro
Total 2015	48 383
Total 2016	59 089
Total 2017	58 094
Total 2018	42 198
Total 2019	39 282
Total 2020	31 582
Total 2021	26 136
Total 2022	23 075
Total 2023	23 697
Total 2024	22 065
Total 2025	18 902

A-2 Autres produits d'exploitation

La nouvelle norme comptable ANC 2025-06 a induit des modifications importantes qui sont décrites dans l'annexe des comptes annuels page 12.

Les dommages et intérêts qui étaient auparavant comptabilisés en résultat exceptionnel sont désormais comptabilisés en « autres produits d'exploitation ». En 2025 le montant des dommages et intérêts est de 10 K€ mais certaines années ce montant peut être de plusieurs centaines de milliers d'euros. Les reprises de provisions concernant des risques de litiges qui auraient été auparavant inscrit en reprises de provisions exceptionnelles se montent à 170 K€ et majorent d'autant les produits d'exploitation de 2025.

Cette année les produits d'exploitation sont également majorés du résultat de la SCI LocAl qui est positif de 123 K€ à la suite de la vente du local de Toulon dont le prix de vente a été supérieur à la valeur nette comptable du local (prix d'acquisition diminué des amortissements annuels).

En raison de plusieurs départs de salariés le montant des indemnités de fin de carrière est en baisse par rapport à l'année dernière ce qui se traduit par une reprise de provision de 105 K€.

La subvention totale de la DGCCRF est de 421 610 € égale à la subvention de l'exercice précédent. La part destinée aux associations locales est de 304 535 € soit 72,2 % de la subvention totale.

L'Association est très peu dépendante des subventions compte tenu des revenus tirés de l'activité presse. Le ratio d'indépendance* de l'association est stable par rapport à l'année dernière :

	Ratio d'indépendance
2025	98,7%
2024	98,1%
2023	98,6%
2022	98,7%
2021	99,4%
2020	99,4%
2019	99,2%
2018	99,0%
2017	98,9%
2016	98,8%
2015	98,6%

** ratio d'indépendance = ratio obtenu par le rapport produits d'exploitation, hors subvention / produits d'exploitation.*

Les parts fédérales sont de 630 776 € ce qui représente 110 657 adhérents « classiques » et 11 adhérents « sympathisants » soit un total de 110 668 adhérents au 31 décembre.

Conformément aux conventions passées entre la SAS Que Choisir et Que Choisir Ensemble, les prestations suivantes ont été refacturées en 2025 :

- Les prestations assurées par Que Choisir Ensemble (prestations administratives et commerciales, fourniture de locaux) ont été facturées à la SAS Que Choisir 37 372 €.

- L'utilisation de la marque « Que Choisir » fait l'objet d'un contrat de redevance de marque et est facturée proportionnellement au chiffre d'affaires de la filiale. En 2025, la redevance de marque a été de 82 924,22 €.

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Subventions à destination de la fédération	117 075	117 075	0	0,0%
Subventions à destination des als	304 535	304 535	0	0,0%
Autres subventions	38 131	200 193	162 062	81,0%
Parts fédérales	630 776	674 447	43 671	6,5%
Prestations et ventes aux Als	11 599	11 777	177	1,5%
<i>Sous-total</i>	<i>1 102 116</i>	<i>1 308 026</i>	<i>205 910</i>	<i>15,7%</i>
Revente de produits testés et produits divers	88 992	135 459	46 467	34,3%
Droits de reproduction	491 289	27 835	-463 455	-1665,0%
Produits divers de gestion courante	11 252	3 723	-7 530	-202,3%
<i>Sous-total</i>	<i>591 533</i>	<i>167 016</i>	<i>-424 517</i>	<i>-254,2%</i>
Reprise de provisions pour indemnités de fin de carrière	104 771	0	-104 771	
Reprise de provisions pour risques d'exploitation	241 535	27 486	-214 049	-778,8%
Reprise de provision pour dépréciation des stocks	33 430	6 107	-27 323	-447,4%
Reprise de provision pour dépréciation des comptes clients et comptes liés	237 099	263 222	26 123	9,9%
<i>Sous-total</i>	<i>616 836</i>	<i>296 815</i>	<i>-320 021</i>	<i>-107,8%</i>
Refacturations SAS Que Choisir (prestations+personnel dé	243 519	260 698	17 180	6,6%
Redevance de marque Que Choisir	82 924	75 273	-7 651	-10,2%
Refacturation Fonds de Dotation	0	0	0	
<i>Sous-total</i>	<i>326 443</i>	<i>335 971</i>	<i>9 528</i>	<i>2,8%</i>
Dommages et intérêts perçus	10 040	0		
Variation des stocks	2 704	843	-1 861	-220,7%
Résultat de la SCI LocAl	122 885	0		
TOTAL	2 772 558	2 108 672	-663 886	-31,5%

B- Charges d'exploitation

B-1 Achats de matières premières

Le prix du papier est relativement stable et la baisse des ventes induit une baisse de tirage.

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Achat de matières premières	812 903	830 966	-18 063	-2,2%
Variation de stocks	-19 336	29 224	-48 560	-166,2%
Consommation nette	793 567	860 190	-66 623	-7,7%

B-2 Autres achats et charges externes

Les achats et charges externes sont stables à l'exception des coûts d'Assemblée Générale majorés du fait du changement de la gouvernance approuvé lors de l'AG 2025.

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Autres achats	881 345	947 120	-65 775	-6,9%
Dont:				
Impression	492 002	512 722	-20 719	-4,0%
Droits de reproduction, photos et piges honoraires	232 826	261 245	-28 419	-10,9%
Fournitures administratives	61 611	35 117	26 494	75,4%
Charges externes	3 852 771	3 766 727	86 045	2,3%
Dont:				
Achat de matériel, enquêtes et test de laboratoires	1 929 290	1 869 331	59 959	3,2%
Charges de copropriété, assurance, entretien des locaux	240 416	218 056	22 360	10,3%
Gestion du fichier abonnements	909 196	909 080	116	0,0%
Autres charges externes	15 654 721	15 471 029	183 692	1,2%
Dont				
Promotion des ventes (abonnements et ventes au n°)	9 563 066	9 605 932	-42 866	-0,4%
Distribution des ventes (abonnements et ventes au n°)	2 993 990	2 990 604	3 386	0,1%
Honoraires	896 607	912 512	-15 905	-1,7%
Aides financières aux Als	50 253	70 010	-19 757	-28,2%
Reversement subvention DGCCRF aux Als	304 535	304 535	0	0,0%
Reversement UR part fédérale	22 133	23 665	-1 532	-6,5%
Cotisations professionnelles, BEUC, CI et ICRT	380 961	410 674	-29 714	-7,2%
Frais de conseils, de bureau et d'assemblée générale	422 477	288 692	133 784	46,3%
Journée du mouvement	0	0	0	
Affranchissement, téléphone, liaisons internet	99 810	96 575	3 235	3,3%
TOTAL	20 388 837	20 184 876	203 962	1,0%

B-3 Aides financières

Il s'agit du don de 180 K€ au fonds de dotation ainsi que des aides aux associations locales, principalement « l'aide stagiaire avocats ».

B-4 Impôts et taxes

Le détail des impôts et taxes est le suivant :

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Formation professionnelle continue	154 360	145 787	8 572	5,9%
Taxe foncière	32 160	30 565	1 595	5,2%
TVA non récupérable	58 652	94 278	-35 627	-37,8%
Taxe handicapés	18 572	3 253	15 319	470,9%
Autres taxes	147 966	115 709	32 258	27,9%
TOTAL	411 710	389 593	22 117	5,7%

La ligne « autres taxes » est en augmentation en raison de la hausse de la taxe Citéo (retraitement du papier).

B-4 Effectifs et charges de personnel

125 collaborateurs sont inscrits dans les effectifs CDI à fin décembre. En moyenne sur l'année le nombre d'équivalents temps plein est de 127,39.

	2025	2024	2023	2022	2021
Effectif CDI inscrits, présents au 31/12*	125	130	133	133	129
Equivalents temps plein annuel	127,39	126,68	128,22	129,58	133,58

* y compris 1 effectif détaché à la SAS Que Choisir

L'augmentation des coûts salariaux est de 8,7 %.

(hors intéressement)

En K€	2025	2024	2023	2022	2021
Charges de personnel	12 046	11 086	11 039	10 760	10 770
Variation en %	8,7%	0,4%	2,6%	-0,1%	2,4%

B-5 Résultat financier

L'effondrement du marché obligataire en 2022 avait conduit à provisionner des moins-values latentes y compris sur les titres à capital garanti. Beaucoup de ces provisions ont été reprises en 2023 et 2024, le solde des reprises en 2025 reste positif mais de manière moins importante. Compte tenu de la stabilité des taux en 2024 une bonne partie de la trésorerie a pu être placée en comptes à terme.

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Produits financiers	704 898	858 379	-153 481	-17,9%
Variation des intérêts courus non échus	62 801	-36 837	99 638	270,5%
Provisions sur moins-value latentes	-152 147	-385 803	233 656	60,6%
Reprises de provisions sur moins-value latentes	385 803	540 156	-154 353	-28,6%
Résultat financier	1 001 355	975 895	25 460	2,6%

B-6 Résultat exceptionnel

À compter de l'exercice 2025, l'association applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2022-06 relatif aux comptes annuels des associations et fondations. Ce règlement modifie certaines règles de présentation et d'évaluation, notamment la définition des charges et produits exceptionnels.

Le principal impact pour l'association concerne les dommages et intérêts perçus, qui étaient

auparavant comptabilisés en résultat exceptionnel et sont désormais enregistrés en autres produits d'exploitation conformément aux nouvelles dispositions:

II - BILAN

A- Actif

A-1 Actif immobilisé

Le total des immobilisations corporelles avant amortissements est de 7,5 M€ dont 4,8 M€ de patrimoine immobilier (terrain + constructions).

Les actifs financiers comportent les titres de participation (SCI Local, SAS Que Choisir, ICRT).

Le total des immobilisations financières nettes d'amortissements est de 1 099 K€.

Détail des immobilisations financières :

Désignation	Brut	Provision	Nette
Participations et créances rattachées	597 229	72 400	524 829
<i>Titres SAS Que Choisir</i>	<i>364 000</i>		<i>364 000</i>
<i>SCI LocAl</i>	<i>99 999</i>		<i>99 999</i>
<i>ICRT</i>	<i>60 000</i>		<i>60 000</i>
<i>Autres titres</i>	<i>73 230</i>	<i>72 400</i>	<i>830</i>
Prêts	551 018		551 018
<i>Prêt au titre de l'effort de construction</i>	<i>516 619</i>		<i>516 619</i>
<i>Prêt AL Grenoble</i>	<i>34 400</i>		<i>34 400</i>
Autres immobilisations	23 828		23 828
TOTAL	1 172 075	72 400	1 099 675

A-2 Actif circulant

Le stock de papier est valorisé à hauteur de 25 715 €. Le stock de produits finis (magazines) est entièrement provisionné.

Les créances clients sont constituées des factures envoyées à nos lecteurs à la suite du mailing de fin d'année. La provision pour dépréciation des comptes clients correspond à des chèques ou des cartes bleues impayés en cours de représentation à la banque et à des créances devenues douteuses.

Les autres créances sont pour l'essentiel constituées du compte courant de la SCI LocAl, et d'un crédit de TVA.

Charges constatées d'avance : cette ligne regroupe les charges constatées d'avance, c'est-à-dire des charges engagées en 2025 mais relatives à l'exercice 2026. Il s'agit pour l'essentiel de coûts

afférents aux dépenses de mailing de janvier 2026 et des coûts relatifs à la parution du mensuel daté janvier 2026.

A-2 Trésorerie

L'apport de trésorerie des abonnés qui payent à la commande des exemplaires non produits constitue une avance qui permet à l'association de dégager des excédents de trésorerie.

	2 025	2024	Ecart N-1	
			en valeur	en %
Valeur mobilières de placement	34 344 125	31 644 491	2 699 633	8,5%
Comptes sur livrets	3 616 399	7 330 341	-3 713 942	-50,7%
Disponibilités	2 090 262	1 485 942	604 320	40,7%
Sous-total	40 050 786	40 460 774	-409 989	-1,0%
Prélèvements à encaisser*	421 647	434 452	-12 805	-2,9%
Total	40 472 432	40 895 226	-422 794	-1,0%

[* Le prestataire d'abonnements comptabilise les prélèvements effectués le 5 de chaque mois au 31 M-1 en « prélèvements à encaisser »]

B- Passif

B-1 Fonds propres

● Réserve spéciale d'investissement

L'historique de la réserve spéciale d'investissement se décline comme suit :

- Réserve à fin 2006		1 100 000,00
- Par décision du conseil d'administration du 23 janvier 2007, achat d'un local à Nancy	-131 556,60	
- Par décision du conseil d'administration du 19 septembre 2007, achat d'un local à Toulon Ce local a été revendu en 2025	-384 020,93	
- Affectation des résultats 2007		500 000,00
- Par décision du conseil d'administration du 9 juillet 2008, achat d'un local à Rennes	-212 267,78	
- Affectation des résultats 2008		400 000,00
- Par décision du conseil d'administration du 5 septembre 2009, achat d'un local à Bordeaux	-146 818,22	
- Affectation des résultats 2009		100 000,00
- Par décision du conseil d'administration du 20 mars 2010 achat d'un local à Toulouse	-328 929,13	
- Par décision du conseil d'administration du 06 juillet 2010, achat d'un local à Lille	-277 400,03	
- Par décision du conseil d'administration du 18 Décembre 2010, achat d'un local à Caen	-281 691,32	
Totaux	-1 762 684,01	2 100 000,00
Solde de la réserve		337 315,99

● Réserve pour projets de l'entité

Les dépenses imputées en 2025 correspondent principalement aux dépenses liées au changement de nom et de gouvernance (50 K€). Le solde correspond à la fin du projet de test d'emploi salarié dans les UR.

Le suivi de la réserve pour projets de l'entité est le suivant :

DEPENSES TTC	Traitement des litiges en ligne	Structuration Régionale	Projets structurants (dont changement de nom et gouvernance)	Offre de convergence	Total des dépenses
Affectation des résultats 2007					1 500 000,00
Utilisation 2009	-2 800,79	-7 616,21		0,00	-10 417,00
Utilisation 2010	-51 590,24	-135 404,11	-4 632,71	0,00	-191 627,06
Utilisation 2011	-66 214,37	-122 026,24	-17 109,27	0,00	-205 349,88
Utilisation 2012		-87 895,59	-4 802,41	0,00	-92 698,00
Utilisation 2013		0,00	0,00	-51 677,12	-51 677,12
Utilisation 2014		-6 490,07	0,00	-12 425,00	-18 915,07
Utilisation 2015		-10 426,19	-16 974,00	-2 563,34	-29 963,53
Utilisation 2016	-13 658,64	0,00	-8 400,00		-22 058,64
Utilisation 2017	-19 883,76	-1 368,00	-3 960,00		-25 211,76
Utilisation 2018	-495,00	-33 302,45	-141 955,01		-175 752,46
Utilisation 2019		-23 099,27	-125 552,61		-148 651,88
Utilisation 2020		0,00	-40 734,87		-40 734,87
Affectation des résultats 2020					1 000 000,00
Utilisation 2021			-25 860,00		-25 860,00
Utilisation 2022			-60 180,00		-60 180,00
Utilisation 2023		-163 875,52	-8 906,25		-172 781,77
Utilisation 2024		-128 365,87	-57 540,69		-185 906,56
<i>Sous-total</i>					1 042 214,40
Utilisation 2025		-7 758,61	-50 368,44		-58 127,05
Total des dépenses	-154 642,80	-727 628,13	-566 976,26	-66 665,46	-1 515 912,65
Solde de la réserve au 31 décembre après affectation du résultat					984 087,35

**Dont TVA non récupérable 8 395 €*

Le résultat de l'Association est un excédent de : 518 165,16 €

Nous vous demandons de bien vouloir affecter le résultat excédentaire de l'exercice 2025 :

- en report à nouveau pour un montant de 576 292,21 €
- en diminution de la réserve pour projet de l'entité pour un montant de -58 127,05 €

Après affectation du résultat le solde des fonds propres sera positif à hauteur de 25 022 040,92 € dont :

	Avant affectation	Affectation	Après affectation
Fonds propres	3 471 037,76		3 471 037,76
Réserves pour projet de l'entité	1 042 214,40	-58 127,05	984 087,35
Réserves pour investissement	2 100 000,00		2 100 000,00
Report à nouveau	17 890 623,60	576 292,21	18 466 915,81
Résultat	518 165,16	-518 165,16	
Situation nette	25 022 040,92	0,00	25 022 040,92

B-2 Provisions pour risques et charges

La provision pour risques de 380 000 € a été constituée pour faire face aux contentieux.

La provision pour charges est de 1 210 749 € et correspond à la provision pour indemnités de retraite à payer. Le calcul de cette provision destinée à couvrir les futures indemnités de départ en retraite des salariés tient compte à la fois du taux de rotation du personnel, d'une table de mortalité et d'un taux d'actualisation permettant d'estimer la valeur actuelle de cette dette future.

B-3 Emprunts auprès des établissements de crédit

L'endettement est nul au 31/12/2025.

B-4 Dettes à court terme

Le total des dettes à court terme est de 5 320 148 €.

	2025	2024
Dettes fournisseurs	2 535 716	3 137 893
Dettes fiscales	248 921	279 219
Dettes sociales	1 961 541	2 377 402
Dettes diverses	573 969	541 587
Total des dettes à court terme	5 320 148	6 336 101

Le délai de paiement des fournisseurs se décompose comme suit :

- Au 31/12/2024

Dettes fournisseurs et comptes rattachés inscrites au bilan	3 137 892,74
---	--------------

- Dont entreprises liées	
--------------------------	--

- Dont factures à recevoir	299 458,82
----------------------------	------------

<u>Soit, dettes fournisseurs externes</u>	<u>2 838 433,92</u>
---	---------------------

Échéance à échoir:

Échéance à échoir ≤ 30 jours	2 229 152,55
------------------------------	--------------

Échéance à échoir ≥ 31 jours et ≤ 60 jours	550 478,04
--	------------

Échéance à échoir ≥ 61 jours	58 803,33
------------------------------	-----------

- Au 31/12/2025

Dettes fournisseurs et comptes rattachés inscrites au bilan	2 535 716,81
---	--------------

- Dont entreprises liées	
--------------------------	--

- Dont factures à recevoir	328 962,61
----------------------------	------------

<u>Soit, dettes fournisseurs externes</u>	<u>2 206 754,20</u>
---	---------------------

Échéance à échoir:

Échéance à échoir ≤ 30 jours	1 595 648,37
------------------------------	--------------

Échéance à échoir ≥ 31 jours et ≤ 60 jours	549 426,71
--	------------

Échéance à échoir ≥ 61 jours	61 679,12
------------------------------	-----------

B-5 Compte de régularisation

Les comptes de régularisation sont constitués pour l'essentiel des avances sur abonnements payées par nos lecteurs (dette abonnés).

III – FILIALES ET PARTICIPATIONS

A- SCI Local

En 2025 le local de Toulon a été cédé pour une somme de 230 000 €, sa valeur nette comptable après déduction des amortissements était de 93 872,65 €.


Après cette cession le patrimoine immobilier de la SCI est le suivant :

Nancy acheté en 2007
 Rennes acheté en 2008
 Bordeaux acheté en 2009
 Toulouse acheté en 2010
 Lille et Caen achetés en 2011

Le total de ces locaux représente un actif de 1 389 192 € financé par des apports en trésorerie de l'UFC Que choisir et par trois prêts bancaires cautionnés par l'association. Ces prêts sont désormais échus.

Le loyer est fixé à 5% du montant de l'investissement augmenté du montant des travaux.

Le montant des loyers est en baisse par rapport à l'année dernière en raison de la défaillance d'un locataire.

 COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
Recettes		
Loyers encaissés et refacturation	67 891,00	75 062,00
Refacturation des charges aux locataires	10 807,84	9 831,28
Produit de cession des éléments d'actif cédés	230 000,00	
Charges		
Charges de copropriété	18 802,93	21 222,41
Entretien, réparation	80,00	2 127,51
Assurances propriétaire	1 123,61	1 242,67
Honoraires et frais d'actes		
Frais d'actes et honoraires y compris cessions	10 380,00	50,00
Frais bancaires	165,68	113,04
Taxe foncière	16 738,12	19 121,00
Valeur nette comptables des éléments d'actif cédés	93 871,65	
Dotations aux amortissements et provisions	44 651,70	51 651,74
Total des charges d'exploitation	185 813,69	95 528,37
RESULTAT NET	122 885,15	-10 635,09

B- Le Fonds de Dotation QUE CHOISIR ENSEMBLE

Le fonds de dotation a été créé en octobre 2016. Son objet est de réaliser ou financer des projets d'intérêt général dans le domaine de l'information, de l'éducation, de la représentation et de la défense des consommateurs, s'inscrivant ainsi dans la mission d'intérêt général de l'UFC Que Choisir, conformes aux orientations arrêtées par son assemblée générale et dont la déclinaison est arrêtée par le Conseil d'Administration.

Pour cet exercice les missions du Fonds de Dotation se sont principalement axées sur :

- sa mission de recherche et développement et d'alerte des risques avec le développement de l'application « Quel produit » qui permet aux consommateurs de connaître la composition, l'innocuité et la présence d'ingrédients susceptibles d'avoir un impact sur leur santé ainsi que sur l'environnement des produits alimentaires cosmétiques et ménagers qu'ils achètent et leur proposer une alternative plus saine si elle existe. Cette application qui nécessite à la fois l'expertise de spécialistes dans les sciences de l'alimentaire, cosmétiques et détergents et leur réglementation et des spécialistes informatiques en développement et de gestionnaires de base de données. Elle a été mise à disposition du grand public fin 2020 et est enrichie de nouveaux produits et nouvelles données en permanence depuis cette date. En 2025 l'application a été modernisée pour un meilleur confort ergonomique de l'utilisateur.
- La maintenance du programme pour sensibiliser et aider les consommateurs à protéger leurs données personnelles aux travers de trois projets :
 - * le développement d'un site internet permettant de visualiser les données collectées par les entreprises et les assister dans la mise en œuvre de leurs droits.
 - * le développement d'un escape game.
 - * la mise à jour d'un serious game sur internet : le jeu « j'accepte » à visée éducative.
- le développement d'un outil de soutien aux consommateurs visant à faciliter les actions collectives qui sera mis gratuitement à leur disposition en 2026.
- La participation à un projet européen de mise à disposition d'un outil numérique permettant aux consommateurs de transmettre les réclamations qu'ils souhaitent faire auprès des professionnels.

Le compte de résultat ainsi que le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public sont présentés dans les pages suivantes.

Les contributions volontaires correspondent au temps de travail des équipes de Que Choisir Ensemble au profit du Fonds de dotation.

Fonds de dotation – Compte de résultat première partie

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services	0,00	0,00
Ventes de biens	0,00	0,00
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	0,00	0,00
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
- Concours publics et subventions d'exploitation	0,00	0,00
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public	688 132,20	566 110,00
<i>Dons manuels</i>	688 078,10	566 110,00
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	54,10	0,00
Contributions financières	180 000,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Produits de cessions des immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	10 512,00	31 736,00
Autres produits	0,58	
Total I	878 644,78	597 846,00
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	406 359,76	346 690,61
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	0,00	0,00
Dotations aux provisions	0,00	0,00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	180 000,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
Total II	586 359,76	346 690,61
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	292 285,02	251 155,39
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	0,00	0,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	7 040,84	23 827,42
Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Total III	7 040,84	23 827,42
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Total IV	0,00	0,00
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	7 040,84	23 827,42
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	299 325,86	274 982,81

Fonds de dotation – Compte de résultat deuxième partie

	2025	2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Total V	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Total VI	0,00	0,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0,00	0,00
Total des produits (I + III + V)	885 685,62	621 673,42
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	586 359,76	346 690,61
Impôts sur les organismes sans but lucratif	1 690,00	5 718,58
EXCEDENT OU DEFICIT	297 635,86	269 264,23
	2 025	2024
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	131 963,00	134 857,00
TOTAL	131 963,00	134 857,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	131 963,00	134 857,00
TOTAL	131 963,00	134 857,00

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC PREMIERE PARTIE

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	374 705	315 757	- Dons manuels	688 078	566 110
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	54	0
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénat		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 608	2 562			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
	25 048	28 371			
TOTAL DES EMPLOIS	406 360	346 691	TOTAL DES RESSOURCES	688 132	566 110
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	180 000		3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	10 512	31 736
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	112 284	251 156	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	698 644	597 846	TOTAL	698 644	597 846
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	1 072 318	821 162
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	112 284	251 156
			(-) Investissements ou (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	1 184 602	1 072 318

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC DEUXIÈME PARTIE

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Réalisées en France	127 396	127 756	Bénévolat	131 963	134 857
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS	4 567	3 240	Dons en nature		
3 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	0	3 861			
TOTAL	131 963	134 857	TOTAL	131 963	134 857

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DÉDIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DÉDIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE	49 678	81 415
(-) Utilisation	-10 512	-31 736
(+) Report		
FONDS DÉDIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	39 166	49 678

Détails du compte de résultat

A / Produits : 885 686 €

Ces ressources proviennent d'une campagne d'appel à la générosité du public. Conformément à la Loi 2008-776, art 140, III les dons ont été inscrits en ressources de manière à financer les actions du Fonds. La campagne de dons a été lancée en décembre par e-mailing et soutenue par le site « consolidons.org » et des communications sur les réseaux sociaux. Elle a permis de collecter 668 078 € de dons auprès des particuliers, auquel s'ajoute le don de 180 000€ de Que Choisir Ensemble (voir supra) ainsi qu'un don de 20 000 € de l'association locale de Créteil de l'UFC Que Choisir.

Le fonds de dotation a également perçu un legs d'une assurance vie pour un montant de 54,1 €.

Les produits de placements s'élèvent à 7 041 €.

Les dépenses consacrées aux actions de protection des données personnelles ont été imputées aux fonds dédiés pour un montant de 10 512 €.

B / Charges : 588 050 €

Les charges affectées aux missions sociales sont constituées de dépenses de travaux réalisés par des prestataires (fabrication des supports contenus dans la mallette pédagogique, saisie de composition de produits pour alimenter l'application, créations de maquettes graphiques, gestion de projet ...). Le montant total de ces charges est 374 705€.

Les autres charges sont constituées de frais liés à l'appel à la générosité du public (6608€).

Les charges de fonctionnement sont de 25 048€.

L'impôt sur les produits des placements financiers est de 1 690 €.

Le report en fonds dédié est de 180 000€.

Le détail des charges est le suivant :

	2025	2024
MAIETTES PEDAGOGIQUES	-3 531	34 486
BASE COSMETIQUES	25 712	28 659
BASE ALIMENTATION	17 957	17 929
APPLICATION QUEL PRODUIT	279 931	202 704
CAMPAGNE EAU	44 123	0
SITE DONNEES PERSONNELLES	6 912	16 295
ESCAPE GAME	3 600	15 441
SERIOUS GAME	0	0
<i>Sous-total charges fonds dédiés</i>	<i>10 512</i>	<i>31 736</i>
CAMPAGNE DONS	6 608	2 562
REPORT EN FONDS DEDIES	180 000	
FRAIS STRUCTURE	26 738	34 090
TOTAL	588 050	352 409

1- Contributions volontaires inscrites au compte de résultat.

5. 1 Nature des contributions volontaires

Que Choisir Ensemble a mis bénévolement à disposition du Fonds de dotation les équipes nécessaires à la réalisation des missions. Le détail est le suivant :

MALETTES PEDAGOGIQUES	7 761
QUEL PRODUIT	50 488
PROJET OUTIL NUMERIQUE RECLAMATION	66 499
CAMPAGNE INTERET GENERAL	2 648
CAMPAGNE DONS	4 567
TOTAL	131 963

Quantification et méthode de valorisation

Chaque collaborateur de Que Choisir Ensemble a recensé les heures consacrées à la réalisation des missions du Fonds de Dotation sous la forme de feuilles de temps. Ces feuilles de temps recensent le service, le nom du collaborateur, la mission concernée, la date et la nature du travail réalisé.

La valorisation correspond au coût horaire du collaborateur multiplié par le nombre d'heures consacrées à chaque mission.

C- SAS Que Choisir

La société SAS Que Choisir est une filiale de Que Choisir Ensemble. Elle a été créée en mai 2009 pour éditer sur support papier ou numérique des ouvrages ayant trait à la défense des consommateurs. En 2014 son objet social a été étendu à « la prestation de service, de façon directe aux consommateurs ou indirectement à leurs associations, ayant trait à la défense des consommateurs » ce qui a permis de lancer les opérations d'enchères inversées sur le marché de l'énergie. Le Fonds de Dotation de l'UFC Que Choisir possède 360 actions de préférence de la SAS Que Choisir.

Principaux événements de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires de l'édition est en forte baisse par rapport à l'exercice précédent en raison d'une performance décevante du titre *Vivez sain, vivez moins cher, vivez vert*.

	Prix de vente public	Chiffre d'affaires		Exemplaires	
		2024	2025	VPC	LIBRAIRIES
Les droits du consommateur	30 €	1 873	2 001	61	1
La santé dans votre assiette	32 €	261 603	37 758	770	308
Vivre écologique	40 €	89	0		
Ordinateur		0	0		
Guide du jardin naturel	30 €	7 905	131 836	3 399	210
Un cerveau en pleine forme	30 €	70	0		
Conseils et astuces pour vous et votre maison	30 €	202 335	-177	86	-113
Guide du consommateur avisé	40 €	267	223	5	
Bien vivre avec son âge	30 €	630	733	21	
PC	40 €	38	0		
Tout réparer	30 €	3 538	270 017	2 954	23
Guide des urgences juridiques	30 €	454	128	4	
Recettes faciles	30 €	71 148	9 392	237	23
Produits du quotidien	30 €	1 537	729	14	9
Santé idées vraies idées fausses	30 €	5 037	6 520	177	12
1001 Idées visites en France	32 €	9 291	1 245	43	-11
Trucs et astuces pour tirer le meilleur parti d'internet	32 €	871 742	300 794	7 484	818
Vivez saint vivez moins cher vivez vert	32 €	0	198 699	5 022	440
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES		1 437 558	959 900	20 277	1 720

La SAS a pu lancer une opération d'achat groupé sur le marché de l'électricité qui a rencontré un succès notable. 130 000 consommateurs ont souscrit à cette offre très favorable. Le chiffre d'affaires lié à cet achat groupé est de 1 078 K€.


En 2025, le partenariat avec Groupasol s'est étendu avec le lancement d'un achat groupé Pellets en complément de l'achat groupé Fioul. Les résultats obtenus sur les deux opérations pellets (printemps et automne) sont encourageants avec 9 262 clients au total. L'opération sera reconduite en 2026 avec une attention particulière sur la sélection des fournisseurs tant sur la capacité de production et de livraison que de la réactivité du service clients.

Concernant le Fioul, le nombre de souscripteurs 2025 est passé à 21 038, soit une progression de près de 20% par rapport à 2024, grâce à des tarifs très compétitifs obtenus par notre partenaire Groupasol. Cette opération se poursuit également en 2026.


Le chiffre d'affaires de la commercialisation du label Que Choisir est de 211K€ soit 82 K€ de mieux qu'en 2024. Pour mémoire le résultat de cette activité a vocation à financer les activités d'intérêt général du Fonds de Dotation Que Choisir Ensemble, porteur de 360 actions de préférence de la SAS.

3 612 consommateurs ont changé d'assureurs pour leurs emprunts immobiliers grâce à notre service d'aide ce qui a généré un chiffre d'affaires de 615 K€.


SAS QUE CHOISIR – BILAN ACTIF AU 31/12/2025

 ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles:				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 470,00	1 470,00		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles:				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels, et outillage				
Autres immobilisations corporelles	530,00	530,00		
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations	1,00		1,00	1,00
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	15,00		15,00	15,00
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total de l'actif immobilisé	2 016,00	2 000,00	16,00	16,00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production				
Produits intermédiaires et finis	61 058,99	15 639,17	45 419,82	38 143,25
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	1 810 065,04		1 810 065,04	838 267,27
Autres créances	22 756,49		22 756,49	22 501,81
Charges constatées d'avance	15 668,48		15 668,48	9 142,08
Capital souscrit, appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	4 292 754,03		4 292 754,03	3 444 430,17
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	201 399,05		201 399,05	410 276,50
Total de l'actif circulant	6 403 702,08	15 639,17	6 388 062,91	4 762 761,08
TOTAL GENERAL (I+II)	6 405 718,08	17 639,17	6 388 078,91	4 762 777,08

SAS QUE CHOISIR – BILAN PASSIF AU 31/12/2025

 PASSIF	Exercice2025	Exercice2024
Capital	400 000,00	400 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport.		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves:		
Réserve légale	40 000,00	40 000,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	3 748 938,10	2 735 084,01
Résultat de l'exercice	1 392 510,95	1 013 854,09
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	5 581 449,05	4 188 938,10
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour retour d'inventus	17 991,22	19 935,08
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total II	17 991,22	19 935,08
DETTES		
Dettes financières:(1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation:	788 638,64	553 903,90
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	327 438,12	305 297,36
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	445 427,16	223 936,98
Autres dettes	15 773,36	24 669,56
Dettes diverses:		
Dettes rattachées à des sociétés en participation		
Auteurs créiteurs		
Droits d'auteurs à payer		
Autres		
Produits constatés d'avance		
Total III	788 638,64	553 903,90
Ecart de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	6 388 078,91	4 762 777,08
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an	788 638,64	553 903,90
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

SAS QUE CHOISIR – RÉSULTAT AU 31/12/2025

		COMPTE DE RESULTAT		Exercice2025	Exercice2024
Produits d'exploitation (hors taxes) :					
Ventes de livres					
Production vendue			959 899,93	1 437 557,87	
Ventes de services divers			1 804 240,44	1 067 042,96	
Ventes de services logos			210 760,00	128 975,00	
Chiffre d'affaires			2 974 900,37	2 633 575,83	
Production stockée			1 365,62	-5 683,89	
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprise sur dépréciations pour méventes					
Reprise sur dépréciations des comptes de débiteurs divers					
Reprise sur provision pour retour d'inventus			19 935,08	13 449,43	
Reprise sur autres dépréciations, amortissements et transferts de charges			21 550,12	31 311,24	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles					
Autres produits			64,31	2,98	
Total I			3 017 815,50	2 672 655,59	
<i>dont à l'exportation</i>					
Charges d'exploitation :					
Achats de marchandises					
Variation des stocks					
Achats d'approvisionnements					
Variation de stocks d'approvisionnements					
Autres achats et charges externes			1 058 693,70	1 137 860,08	
Impôts, taxes et versements assimilés			6 052,58	3 892,63	
Rémunération du personnel					
Cotisations sociales			143,75	181,07	
Dotations aux amortissements sur immobilisations					
Dotations aux dépréciations sur stocks d'ouvrages			15 639,17	21 550,12	
Dotations aux dépréciations des comptes d'auteurs					
Dotations aux provisions pour retour d'inventus			17 991,22	19 935,08	
Dotations aux provisions sur actif circulant					
Dotations aux autres provisions pour risques et charges					
Droits d'auteurs et redevance de marque			146 185,32	146 380,45	
Valurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées					
Autres charges			33 618,49	42 742,42	
* Total II			1 278 324,23	1 372 541,85	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 739 491,27	1 300 113,74	
Quote part de résultat sur opérations faites en commun					
Produits financiers (III)			111 585,68	51 795,54	
Charges financières (IV)					
Résultat financier (III-IV)			111 585,68	51 795,54	
Produits exceptionnels (V)				3 749,86	
Charges exceptionnelles (VI)				1 097,05	
Résultat exceptionnel (V-VI)				2 652,81	
Régularisation IS N-1					
Impôts sur les bénéfices (VII)			458 566,00	340 708,00	
BENEFICE ou PERTE (I-II+III-IV+V-VI-VII)			1 392 510,95	1 013 854,09	

IV- PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans la lignée des années précédentes, l'objectif principal est de compenser la baisse inéluctable des revenus tirés des supports papiers.

D'importantes efforts vont continuer à être réalisés pour développer les revenus numériques notamment avec l'accentuation du couplage print/web avec pour objectif de doubler ce nombre en 2026 et d'aboutir en 2027 avec un chiffre d'affaires éditorial provenant du support numérique représentant 50% du total des revenus tirés de la presse.

L'année 2026 va être celle du changement de nom de notre association en avril. Un investissement important va être réalisé, de l'ordre d'un million d'euros, pour booster la notoriété de notre marque tout au long de l'année. Cette hausse de notoriété a un objectif de retour sur investissement et devrait permettre d'augmenter significativement notre nombre de clients et donateurs.

Un travail stratégique va être également être mené pour accentuer la diversification des revenus sur des axes à fort potentiel :

- Développement des achats groupés
- Commercialisation de la Note Que Choisir
- Levée de fonds Grand Public

Ce travail de diversification s'accompagnera d'une nécessaire maîtrise des charges et de gains de productivité qui pourront être réalisés grâce à l'IA.

V- ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE

Néant